Rapport

**Analyse Préliminaire de Tolagnaro en
tant que Site Candidat pour une
Meilleure Gouvernance dans le Secteur
Forestier**

Mai 2001

Analyse Préliminaire de Tolagnaro en tant que Site Candidat pour une Meilleure Gouvernance dans le Secteur Forestier

Préparé par:
Roy Hagen

Préparé pour:
USAID/Madagascar

Mai 2001

Environmental Policy and Institutional Strengthening Indefinite Quantity Contract (EPIQ)

Partners: International Resources Group, Winrock International, and Harvard Institute for International Development

Subcontractors: PADCO; Management Systems International; and Development Alternatives, Inc.

Collaborating Institutions: Center for Naval Analysis Corporation; Conservation International; KNB Engineering and Applied Sciences, Inc.; Keller-Bliesner Engineering; Resource Management International, Inc.;

Tellus Institute; Urban Institute; and World Resources Institute

Table des Matieres

<u>Table des Matieres</u>	i
<u>I. Introduction</u>	1
<u>II. Problématique de la gouvernance et du secteur forestier à Tolagnaro</u>	2
<u>Héritage d'un système colonial non-équitable</u>	2
<u>Système foncier et accès libre</u>	2
<u>Système quasi-militaire très centralisé</u>	2
<u>Orientation sur la répression et la commercialisation</u>	2
<u>Absence de tradition professionnelle d'aménagement forestier</u>	3
<u>Partage non-équitable des bénéfices de l'exploitation forestière</u>	3
<u>Lois mal adaptées</u>	4
<u>Non-respect lois/conventions</u>	4
<u>Cadre local dans un cadre politisé et compromis</u>	4
<u>Manque de motivation</u>	5
<u>Manque de moyens</u>	5
<u>Manque de cohérence entre services gouvernementaux</u>	5
<u>Méconnaissance des politiques par les forestiers</u>	5
<u>Méconnaissance des politiques par les population rurales</u>	6
<u>Manque de transparence dans le système d'octroi des permis</u>	6
<u>Produits légaux concurrencés par le marché informel</u>	7
<u>Fiscalité peu incitative pour une bonne gestion</u>	7
<u>Gouvernance et routes</u>	7
<u>Droit de tavy</u>	8
<u>III. Conditions favorables pour une intervention pilote à Fort-Dauphin</u>	9
<u>Partenariat avec la WWF</u>	9
<u>Chef de Circonscription dynamique et ouvert à la collaboration</u>	9
<u>Planification éco-régionale</u>	9
<u>Intérêt économique des associations villageoises</u>	10
<u>Reconnaissance de la problématique du marché informel</u>	10
<u>Investissement de QMM</u>	10

<u>Approche concertée pour l'application des textes</u>	10
<u>IV. Activités potentielles d'une intervention pilote</u>	11
<u>Transparence/publication des permis</u>	11
<u>Transparence dans la collecte des redevances forestières</u>	12
<u>Campagne d'information sur les lois/textes/politiques</u>	12
<u>Revue participative des textes/politiques</u>	12
<u>Interventions fiscales</u>	12
<u>Système de financement des prestations des agents forestiers</u>	12
<u>Droit de tavy</u>	13
<u>Annexe 1: Proposition De Termes De Reference</u>	14
<u>Annexe 2: Mission d'appui à la gestion communautaire de la station forestière de la Fanjahira et à la forêt classée de Tsitongambarika II dans le contexte du démarrage du projet «Projet de gestion durable des ressources forestières dans la région de Fort-Dauphin» MG-0084</u>	20
<u>Annexe 3: Enquête Socio-économique</u>	68

I. Introduction

Les problèmes de gouvernance dans le secteur forestier ont surtout trait aux questions suivantes:

- Est-ce que les lois/politiques/institutions/systèmes qui contrôlent l'accès aux ressources forestières sont justes et équitables?
- Est-ce le partage des bénéfices qui découlent de l'exploitation et de la conservation des ressources forestières est juste et équitable?

Le secteur forestier malgache fait face à des problèmes très sérieux dans le domaine de la gouvernance. La région de Tolagnaro n'est pas à l'abri de ces problèmes. Ce rapport analyse Tolagnaro en tant que site d'intervention pilote potentiel pour une meilleure gouvernance dans le secteur forestier.

Cette analyse fait suite à une mission d'appui de trois semaines dans le cadre du démarrage d'un nouveau projet du WWF financé par l'Union Européenne. Le projet est conçu pour pérenniser les actions de MIRAY pour l'aménagement communautaire de la Station forestière de Fanjahira, et l'aménagement et la conservation de la forêt naturelle dans la Forêt Classée de Tsitongambarika II. Le consultant a passé deux semaines à Tolagnaro, à Fanjahira et à Tsitongambarika lors de cette mission. Ce rapport se base également sur les connaissances acquises lors des précédentes missions effectuées par le consultant en 1987, 1991, 1992 et 2000. L'idée de l'aménagement communautaire de Fanjahira elle-même est née lors de la première mission en 1987.

La première partie du rapport identifie et analyse les différents aspects de la problématique de la gouvernance dans la zone. La deuxième partie présente les conditions favorables pour une intervention pilote à Tolagnaro. Enfin, la troisième partie donne une première esquisse des axes d'intervention potentielles pour une meilleure gouvernance dans le secteur forestier.

II. Problématique de la gouvernance et du secteur forestier à Tolagnaro

Une intervention pilote ayant pour objectif une meilleure gouvernance dans le secteur forestier doit commencer par une analyse préliminaire de la problématique. Les problèmes communs à l'ensemble du pays ainsi que les facteurs spécifiques au contexte régional de Fort Dauphin sont énumérés ci-après.

Héritage d'un système colonial non-équitable

La politique forestière nationale a beaucoup évolué ces dernières années. Cependant, sur le terrain, le système qui prévaut est en général celui qui mis en place vers les années 30 pendant l'époque coloniale. C'est un système non-équitable qui donne les pleins pouvoirs à l'Etat, et la totalité des bénéfices commerciales de l'exploitation forestières aux citoyens des villes. L'Etat est maître. L'agent forestier doit protéger les biens de l'Etat contre les populations locales. L'agent forestier est l'adversaire du villageois. L'Etat ne reconnaît pas les droits de ces « propriétaires » traditionnels de la forêt. L'Etat admet certains droits d'usage, mais toutes exploitations de nature commerciale doivent faire l'objet de permis d'exploitation – qui sont rarement octroyés aux populations locales ; la majorité étant délivrés aux entrepreneurs des villes.

Système foncier et accès libre

La forêt appartient à l'Etat. Le villageois ne peut pas accéder à la forêt sans l'autorisation de l'agent du gouvernement – c à d le forestier. Même les villageois désirant protéger la forêt dans leur territoire n'ont pas droit de le faire. Le fait que le service forestier ne dispose pas des moyens nécessaires pour le contrôle de l'accès et la gestion de la forêt crée très souvent une situation d'accès libre, de facto, à la forêt. Aucune gestion forestière n'est possible si l'accès à la forêt est libre.

Système quasi-militaire très centralisé

Dans le passé tout comme de nos jours, le service forestier est une institution très hiérarchisée et centralisée. Traditionnellement, les agents forestiers reçoivent une formation militaire. Ils portent des tenues militaires et ont des grades militaires. Les chefs décident et les agents exécutent. Le service forestier n'a pas une tradition de bonne gouvernance, de transparence et d'approche participative.

Orientation sur la répression et la commercialisation

Le service forestier a mis en place un système administratif régissant l'accès à la forêt. Le système est administrativement lourd. Il est basé sur l'octroi des permis et la répression de ceux qui ne respectent pas les règles établies. C'est l'application des textes qui prime pour

l'agent forestier. Il n'a pas l'habitude de se poser des questions sur le bien-fondé des textes. Que les textes soient réalistes ou non lui importe peu, c'est leur application qui compte.

Absence de tradition professionnelle d'aménagement forestier

Traditionnellement, le forestier malgache n'a jamais eu à s'occuper de l'aménagement ou de la gestion de la forêt, au sens moderne du terme. L'agent forestier malgache confond l'octroi des permis et le respect de la législation forestière avec la foresterie – avec l'aménagement forestier. Les permis d'exploitation forestière n'ont jamais été octroyés, ou presque, en fonction d'un plan d'aménagement forestier à Madagascar. Jusqu'à la fin de l'année 2000, aucun arbre n'a été coupé dans une forêt naturelle malgache conformément à un plan d'aménagement forestier approuvé.

Un exemple concret peut illustrer cette mentalité. En 1991, Tolagnaro s'approvisionnait en charbon de bois à partir de la forêt épineuse. Deux exploitants forestiers détenaient deux permis d'exploitation forestière pour cette activité. Cette exploitation légale de la forêt épineuse pour le charbon de bois constituait, et constitue toujours, une activité destructrice et non-durable, qui est à l'origine de la dégradation de cette forêt unique. Le Chef de Circonscription nous a révélé, lors d'une mission pour le WWF en 1991, qu'il a découvert en 1990 l'existence d'un petit marché de charbon de bois d'eucalyptus à Tolagnaro – charbon de bois provenant des petites plantations d'eucalyptus privées qui sont très nombreuses aux environs de Tolagnaro. L'exploitation de la forêt épineuse était une destruction légale. L'exploitation des plantations privées était une activité durable, ou qui pouvait facilement l'être – et profitait à ceux qui ont investi dans le reboisement. Le Service Forestier a ordonné la cessation de la commercialisation du charbon de bois d'eucalyptus en 1990 – sans justification aucune à part qu'elle n'était pas autorisée par un permis délivré par le Service Forestier, comme c'est le cas pour l'exploitation de la forêt épineuse par les détenteurs de permis.

Partage non-équitable des bénéfices de l'exploitation forestière

Dans la grande majorité des cas, les exploitants forestiers sont des citoyens des villes qui sont déjà relativement riches par rapport aux populations locales, propriétaires traditionnels du territoire dans lequel se trouve la forêt naturelle. Les populations locales tirent très peu de bénéfice – en s'engageant comme main-d'œuvre - , ou aucun bénéfice du tout de l'exploitation forestière. Si des ristournes sont payées, elles restent au niveau de la commune et ne reviennent pas au villageois « propriétaires » traditionnels de la forêt du territoire.

L'exploitation forestière est aussi non-équitable sous un autre aspect – l'exploitation légale de la forêt épineuse pour le charbon de bois, l'exploitation légale des produits des forêts non-aménagées ainsi que l'exploitation illégale des forêts peuvent être considérées comme une sorte de subvention des populations consommatrices des villes. Le prix de vente de ces produits ne reflète pas les coûts de production. Les produits sont récoltés comme dans une

exploitation minière. Les populations locales sont désavantagées par ce système parce que «leurs» forêts sont dégradées donc leur valeur diminue. En outre, les prix artificiellement bas ne sont pas de nature à encourager l'investissement dans le reboisement ou la gestion forestière.

Lois mal adaptées

Il est généralement reconnu que la loi forestière interdit le type d'intervention sylvicole nécessaire pour une bonne gestion des forêts naturelles. Lors de l'évaluation des dix projets d'aménagement forestier pilotes en 2000, il a été proposé aux forestiers malgaches d'effectuer des coupes d'éclaircie des tiges de petit diamètre et des coupes d'assainissement afin de favoriser la croissance des essences précieuses. En général, la réaction des forestiers a été «On ne peut pas faire cela – c'est contre la loi.»

Depuis des décennies, les lois/textes ont fixé les diamètres minimums pour l'exploitation forestière du bois de sciage. Ces conventions obligent les exploitants à limiter la coupe aux arbres les plus gros et les plus beaux, ce qui donne lieu à un écrémage de la forêt. Les textes sont souvent irréalistes – on exige des choses qui ne sont pas pratiques ou qui ne sont pas économiques. Au lieu d'exiger qu'on assure la régénération de la forêt naturelle (par exemple, à travers la coupe délibérée de jeunes tiges des essences précieuses), les textes obligent les exploitants forestiers à reboiser avec des espèces exotiques – en particulier avec des eucalyptus et des pins!

Non-respect lois/conventions

Très souvent, le Service Forestier et ses agents ignorent les textes et les conventions établies. Au niveau national, la nouvelle loi forestière a fixé un calendrier qui exige le développement de plans d'aménagement forestier avant l'octroi de tout permis d'exploitation forestière. Cette loi a été complètement ignorée à travers le pays. Au niveau local, à travers l'appui de MIRAY à la Station Forestière de Fanjahira, sept contrats de transferts de gestion ont été établis avec sept associations villageoises concernées. Chaque contrat comportait une longue liste de cahiers de charges générales et de charges spécifiques. Un plan d'aménagement forestier a été élaboré pour la Station. A l'ouverture de l'exploitation forestière au début de l'année 2000, le Chef de Station (ancien Chef de Cantonnement) et l'ancien Chef CIREF (dans l'absence du supervision de la part du MIRAY) n'ont pas tenu compte de ces contrats et du plan et ont appliqué les diamètres minimums fixés pour l'exploitation forestière de la forêt naturelle! Les redevances que les associations devaient payer étaient spécifiées dans les contrats, mais même ces clauses ont été ignorées, et le Chef CIREF changeait souvent le barème des redevances à sa guise.

Cadre local dans un cadre politisé et compromis

Depuis que la direction des Eaux et Forêts est devenue un ministère, elle est également devenue très politisée. Ceci est évident si l'on considère que tous les DIREF appartiennent au

même parti politique que le ministre. Les permis sont octroyés sans aucun respect du processus préconisé par les textes. Le Service Forestier ne dispose pas de système interne pour sanctionner les cadres supérieurs qui ne respectent pas les textes et les procédures. Dans un tel système de laissez-aller, les subordonnés ont peu d'intérêt à respecter des textes et des procédures qui ne sont pas respectés par leurs chefs hiérarchiques.

Manque de motivation

Les agents forestiers, comme tous les fonctionnaires, sont très mal payés. En plus, ils sont souvent affectés à des postes où les conditions de vie sont difficiles (absence de bonnes écoles pour leurs enfants dans les postes éloignés des centres urbains, etc.) Cependant, la situation du forestier peut créer des tentations pour les agents qui veulent tirer profit de leur position d'autorité pour servir leurs intérêts personnels. Le forestier est un agent de police et il octroie des permis pour l'exploitation de produits parfois précieux. Très souvent, et comme dans beaucoup de pays, l'agent forestier utilise son pouvoir à des fins personnels.

Manque de moyens

Généralement, l'agent forestier n'a pas de budget de fonctionnement, à part les appuis ponctuels des projets. Souvent, le technicien n'a pas de budget pour acheter un crayon ou une feuille de papier dans l'année. Les agents sont rarement dotés de moyens de transport ou d'un budget d'entretien des véhicules. Un agent est responsable d'un secteur géographique assez important. Pour contrôler une concession forestière, il doit demander à l'exploitant forestier de lui fournir les moyens de transport. Pour faire une tournée, il doit souvent emprunter un véhicule à un projet ou à une ONG – ce qui met l'agent dans une position d'infériorité. Cette situation rend difficiles les rapports entre projet/organisme d'appui et agents forestiers.

Manque de cohérence entre services gouvernementaux

Depuis les années 70, il y a eu souvent un manque de cohérence entre les services de la justice et le Service Forestier. Les délinquants verbalisés par les agents forestiers sont amenés devant la justice – qui les libère sans aucune sanction ou avec une sanction qui n'est pas à la hauteur du délit.

Méconnaissance des politiques par les forestiers

Souvent les agents forestiers ne connaissent même pas les nouvelles lois, textes, politiques ou programmes. En 2000, au cours d'une réunion avec les agents forestiers responsables de la zone de forêt épineuse, il a été constaté que de nombreux agents ignoraient ce qu'étaient le PAE, le PEII, la GELOSE, le GCF/GPF ou la nouvelle loi forestière.

Méconnaissance des politiques par les population rurales

Si l'agent forestier connaît mal les textes, les populations rurales et les autorités locales sont encore moins informées. Elles connaissent très mal leurs droits et obligations.

Manque de transparence dans le système d'octroi des permis

Une des défaillances principales de la gouvernance dans le secteur forestier est le manque de transparence dans l'octroi des permis, en particulier des permis d'exploitation forestière. Les différents permis octroyés par le Service Forestier sont:

Permis d'exploitation forestière – pour une exploitation de type commercial;

Permis de coupe – pour la coupe (ou ramassage?) de produits forestiers non-commerciaux – destinés à l'usage du détenteur du permis;

Permis de défrichement – pour le défrichement de la forêt naturelle pour l'agriculture (on ignore si ce type de permis est toujours octroyé dans la circonscription de Tolagnaro).

Les informations concernant ces permis ne sont pas publiées, et ne sont pas accessibles au grand public.

A Tolagnaro, les permis d'exploitation de la forêt naturelle pour le bois de sciage sont peu nombreux. Un seul permis a été octroyé pour une concession au nord-est de Tsito II. Un exploitant a été pris en flagrant délit pendant notre séjour de deux semaines dans la zone.

Il semble qu'il existe un problème sérieux concernant l'octroi des permis d'exploitation de la forêt épineuse pour la fabrication du charbon de bois. Le Président du Comité Régional de Développement (CRD) de Tolagnaro nous a signalé que les populations de la région d'Amboasary accusent le Service Forestier de délivrer les permis «n'importe comment». On dit que le Chef de Cantonement d'Amboasary délivre des «permis provisoires» sans impliquer les populations locales, sans leur approbation et sans payer de ristournes.

Les mêmes problèmes se rencontrent au niveau des contrats de location-gérance. Juste avant le démarrage du projet CAF/APN (vers 1997), le MEF Central a octroyé un contrat de location-gérance pour une concession touristique de plusieurs centaines d'hectares dans le périmètre de la Forêt Classée de Tsitongambarika I. La concession traverse plusieurs territoires villageois, sans que ces derniers n'aient été consultés. Jusqu'en octobre 2000, le locataire n'a payé aucune redevance. A la connaissance du Chef CIREF, au mois d'octobre 2000, aucune action n'a été prise par le Service Forestier pour recouvrir les arriérés ou résilier le contrat pour non-paiement de redevances.

Produits légaux concurrencés par le marché informel

Il semble qu'il existe un marché informel de produits forestiers exploités illicitement dans la forêt naturelle à Tolagnaro. Etant donné qu'aucune redevance n'est payée sur ces produits, ils se vendent moins chers sur le marché. Ils concurrencent ainsi les produits issus des filières légales. Un investisseur nous a déclaré qu'il ne voulait pas investir davantage dans la transformation du bois d'œuvre tant que le marché informel existe. Il nous a également informé que les prix du bois scié sur le marché informel sont tellement bas qu'il lui est très difficile d'amortir ses investissements s'il achetait uniquement les produits issus des filières légales –produits sur lesquels des redevances ont été payées en bonne et due forme. L'existence du marché informel est un handicap pour les investisseurs sérieux qui veulent se conformer aux textes.

Le marché informel du charbon de bois pose également un sérieux problème pour la commercialisation du charbon de bois issu de l'aménagement légitime et durable des plantations artificielles d'eucalyptus. MIRAY et la WWF ont démarré un programme de gestion communautaire de la Station Forestière de Fanjahira, qui peut servir de modèle aux autres plantations artificielles locales, voire nationales. Les reboisements comme celui de Fanjahira peuvent approvisionner Tolagnaro à 100% d'une façon durable. Mais l'exploitation non contrôlée de la forêt côtière et de la forêt épineuse remet en cause ces efforts. Il existe des charbonniers illicites dans la forêt côtière à l'intérieur ou autour de la Station Forestière de Mandena. On ignore quelle est la situation à Amboasary avec l'octroi des permis «provisaires».

Il existe une exploitation illicite du bois de rose dans la zone. Pendant notre séjour, le service forestier a saisi 100 billes de bois de rose à Mahatalaky.

Fiscalité peu incitative pour une bonne gestion

Normalement, le Service Forestier devrait développer une politique fiscale qui encourage la production durable de produits forestiers issus des forêts aménagées, et pénalise les produits issus de l'exploitation des forêts non-aménagées. Les redevances sur les produits issus des forêts non-aménagées devraient être nettement plus élevées afin de promouvoir la bonne gestion forestière. Les différences n'ont pas pu être analysées, mais on sait qu'une telle politique n'a pas été développée à Tolagnaro. Ceci pourrait faire partie des mesures à prendre pour promouvoir la bonne gestion forestière et l'aménagement forestier durable et équitable.

Gouvernance et routes

Le développement rural, l'intensification agricole et l'aménagement forestier dépendent étroitement de l'entretien des routes d'accès et d'évacuation des produits. La région de Tolagnaro vient de bénéficier d'un financement de l'Union Européenne pour la réhabilitation de la route jusqu'à Ranomafana Sud. Le projet a mis en place un système de péage pour couvrir les coûts d'entretien de la route. Une association des maires des communes desservies

par la route a été créée, mais un des maires à détourné l'argent lors des dernières élections. Il n'existe pas de système de gouvernance pour assurer la bonne gestion et l'entretien de cette route.

Droit de tavy

Un député originaire de Ranomafana Sud nous a expliqué qu'autrefois, les villageois établis à l'est de Ranomafana et du côté ouest de Tsitongambarika II ne pratiquaient pas le tavy. Mais des immigrants sont venus s'installer pour pratiquer le tavy dans les forêts à l'intérieur de leurs territoires. Comme les autochtones ne pouvaient pas empêcher les migrants de le faire, ils ont décidé de faire la même chose afin d'établir les droits fonciers traditionnels avant que les migrants ne s'accaparent de tous les terrains. Il s'agit là d'une question de gouvernance d'importance capitale. Ces conflits entre autochtones et migrants se répètent à travers le pays.

III. Conditions favorables pour une intervention pilote à Fort-Dauphin

La région de Tolagnaro a de nombreux atouts qui favorisent le choix de Tolagnaro en tant que site d'intervention pilote pour l'amélioration de la gouvernance et de la foresterie. Ces atouts comprennent:

Partenariat avec la WWF

La WWF est très présente dans la zone depuis longtemps, avec trois projets de conservation de la forêt épineuse, d'aménagement communautaire et de conservation de la forêt naturelle de Tsitongambarika, et d'aménagement communautaire du reboisement en eucalyptus de la Station Forestière de Fanjahira. Leurs interventions à Fanjahira et à Tsitongambarika I sont parmi les mieux avancées et les mieux conçues dans le domaine de l'aménagement communautaire des ressources naturelles à travers le pays. La WWF reconnaît l'importance de la bonne gouvernance dans la gestion des ressources naturelles, et est intéressée à participer dans une intervention pilote. Le recrutement récent du nouveau chef du programme forêt de WWF sera certainement un atout pour une telle intervention. Le conseiller technique du programme de conservation de la forêt épineuse entretient de bonnes relations avec le CIREF actuel, et a bénéficié de sa collaboration quand il était affecté à Toliary.

Chef de Circonscription dynamique et ouvert à la collaboration

Le CIREF actuel est en poste depuis juin 2000 environ. Il collabore depuis longtemps avec la WWF et a même travaillé pour la WWF (à confirmer). Le programme conservation de la forêt épineuse a bénéficié d'une très bonne collaboration de sa part lorsqu'il était en poste au Service Forestier de Toliary, avant de prendre son poste actuel.

Le CIREF s'est montré très actif dernièrement dans l'application des textes forestiers. En janvier-fevrier, il a fait arrêter une quarantaine de défricheurs dans le Parc National d'Andohahela, saisi un stock de bois de rose exploité illicitement à Mahatalaky, et contrôlé l'unique concession forestière dans la forêt humide. Il recherche les moyens efficaces pour contrôler l'exploitation de la forêt épineuse.

Par rapport aux autres cadres forestiers, la probabilité de développer une intervention pilote fructueuse avec le Chef CIREF actuel paraît élevée.

Planification éco-régionale

Il existe un programme de planification éco-régionale concertée avec le CRD à Tolagnaro. Le CRD a bénéficié de l'appui de PAGE et de MIRAY. Il semblerait qu'une certaine dynamique se développe actuellement. C'est le Président du CRD qui nous a signalé, de son propre gré, le problème des permis «provisoires» délivrés par le Chef de Cantonnement d'Amboasary.

Le CRD pourrait éventuellement jouer un rôle clé dans une intervention pilote sur la bonne gouvernance.

Intérêt économique des associations villageoises

L'avenir des associations communautaires pour l'aménagement de la Station Forestière de Fanjahira et l'aménagement de Tsitongambarika semble dépendre entièrement de la qualité des mécanismes de gouvernance qui se développent autour de ces initiatives. On peut avoir un réel impact économique et social sur ces communautés –changer la vie des villageois concernés. Ils pourraient se développer en groupe d'intérêt économique. C'est dans leur intérêt total qu'on réduise le marché informel et qu'on joue sur la fiscalité pour favoriser la commercialisation de leurs produits, issus des forêts aménagées.

Si l'on veut que la gestion communautaire réussisse à Madagascar, il faut que ces associations deviennent une force économique et politique dans le pays. Mais ces associations viennent d'être créées. Elles ne connaissent pas leurs droits, manquent de confiance en elles et manquent également de moyens. Elles pourraient figurer parmi les premiers bénéficiaires d'un programme de gouvernance dans la région.

Reconnaissance de la problématique du marché informel

Le fait qu'un investisseur dans le secteur de la transformation du bois nous a parlé ouvertement de l'existence du marché informel pourrait être considéré comme un bon signe. Une des priorités dans l'amélioration de la gouvernance est la volonté de discuter des vrais problèmes.

Investissement de QMM

Un facteur potentiellement positif est le programme d'investissement de QMM. L'investissement de QMM peut transformer les conditions de vie dans la zone – soit dans le bon sens, soit dans le mauvais sens. L'implication de QMM dans le bon sens pourrait être un facteur très important pour une intervention sur la bonne gouvernance.

Approche concertée pour l'application des textes

On ignore les détails, mais il semble que le nouveau Chef CIREF a développé une nouvelle approche pour l'application des textes. Cette approche implique les représentants d'instances autres que le Service Forestier. Les défricheurs arrêtés dans le Parc National d'Andohohela ont été rapidement traduits en justice et mis en prison – et n'ont pas été relâchés comme dans le passé.

IV. Activités potentielles d'une intervention pilote

Une intervention pilote pour la bonne gouvernance dans le secteur forestier pourraient être comporter plusieurs activités, notamment:

Transparence/publication des permis

Une des activités clés serait de rendre transparentes toutes les informations concernant l'octroi des différents permis par le Service Forestier. Les informations pertinentes comprennent:

- Les destinataires de chaque type de permis;
- L'instance ayant octroyé le permis (MEF Central, DIREF, CIREF, Chef de Cantonnement);
- Les limites géographiques couvertes par le permis;
- Les conditions d'octroi du permis (suite à la demande du bénéficiaire, par adjudication, autres ...);
- Les cahiers des charges annexées au permis (s'il y a lieu);
- L'approbation, s'il y a lieu, de la commune/fokontany/village;
- La durée du permis;
- Le barème et le calendrier des redevances à payer;
- Les contrôles effectués pour veiller au respect des clauses.

Les mêmes informations concernant les contrats de location-gérance pourraient être rendues publiques de la même façon.

Les moyens permettant de communiquer ces informations au public pourraient inclure:

- Affichage dans les bureaux du Service Forestier;
- Affichage dans les bureaux administratifs à tous les niveaux jusqu'au niveau de la commune;
- Diffusion par radio;
- Présentation orale lors des réunions spéciales.

Transparence dans la collecte des redevances forestières

Les informations sur le paiement ou le non-paiement, des redevances forestières sont étroitement liées à l'octroi de permis et de contrats de location-gérance. Parmi les informations capitales, on peut citer:

- Les paiements effectués par rapport au barème et au calendrier établis;
- La distribution des paiements effectués (les proportions revenant à la commune, au FFN, au FFR, à la trésorerie nationale, etc.)
- Les avertissements ou autres mesures prises en cas de non-paiement des redevances.

Campagne d'information sur les lois/textes/politiques

La campagne d'information sur les lois/textes/politiques/programmes dans le secteur forestier constitue une autre activité clé d'un programme de bonne gouvernance. Les différentes parties prenantes doivent connaître leurs droits et obligations. Dans le cas de Tolagnaro, les agents forestiers eux-mêmes doivent être ciblés par une telle campagne.

Revue participative des textes/politiques

Les principales parties prenantes ont rarement été impliquées dans l'élaboration des textes forestiers. Une revue concertée des textes afin d'identifier les possibilités d'amélioration pourrait s'avérer fort utile.

Interventions fiscales

La bonne gouvernance pourrait inclure des mesures d'amélioration de la fiscalité pour promouvoir la gestion durable et favoriser ceux qui respectent les textes forestiers. L'analyse du système fiscal actuel et l'identification des options d'amélioration pourront se faire à travers un processus participatif.

Système de financement des prestations des agents forestiers

On pourra tester un système de financement du Service Forestier qui sera inédit dans le pays avec Fanjahira. Les contrats de transfert de gestion de la Station Forestière de Fanjahira aux associations communautaires prévoient qu'une partie des redevances serait consacrée au financement direct du CIREF. Ceci n'a pas été appliqué en 2000, mais l'idée est très intéressante – et il en existe des précédents dans ces contrats officiels.

Une autre idée plus intéressante serait de consacrer une partie des redevances pour le CIREF, comme avant, à la différence que cette fois-ci, l'utilisation de ces fonds ferait l'objet d'une programmation conjointe. Cette programmation pourrait se faire entre la CIREF et la fédération des associations de Fanjahira. La fédération devrait trouver leur intérêt dans

l'utilisation de ces fonds. Par exemple, on pourrait financer des visites de contrôle de la filière illicite du charbon de bois provenant de la forêt épineuse ou de la forêt côtière –filiale illicite qui concurrence la production de charbon de bois d'eucalyptus de Fanjahira.

Droit de tavy

Une recherche concertée de solutions au conflit entre autochtones et migrants pourrait également faire partie des activités d'une intervention pour une meilleure gouvernance. Il s'agit surtout du problème de droits des autochtones sur le territoire vis à vis des droits des migrants qui veulent s'installer pour pratiquer le tavy. Les instruments juridiques du GCF et GELOSE offrent de nouvelles perspectives dans la recherche de solutions à ce problème.

Annexe 1: Proposition De Termes De Reference

The following terms of reference include a collaborative effort between the WWF and USAID's PAGE in support of improved regional forest management. PAGE operates on a principle of supporting and building upon local and field-based initiatives. In the project described below, WWF has progressed considerably in establishing a series of field activities with partners in the Anosy Region. PAGE purports to provide a complementary support role in the area of forest policy, especially relating to forest transparency and governance.

The document begins with background information on the WWF project already underway (MG-0084), and then proceeds to provide some context for the PAGE project of USAID.

The TOR then turns to the objectives of the consultancy being sought by WWF and by PAGE.

Background Sur Le Projet MG-0084

Le projet MG-0084 du WWF intitulé: «Projet de gestion durable des ressources forestières dans la région de Fort-Dauphin» est financé à hauteur de 66% par l'Union Européenne. L'action a pour référence: B7-6201/99-07/FOR. Les 33% restant sont financé par le WWF sous forme «match found»

L'objectif à long terme du projet est d'assurer le maintien des fonctions biologiques et économiques importantes des écosystèmes forestiers dans le Sud de Madagascar. Le maintien de ces fonctions, en particulier de la fonction hydrologique, est essentiel au succès des programmes de développement régionaux.

La stratégie est de combiner la gestion à base communautaire avec des méthodes et politiques durables de gestion des ressources forestières.

Ce projet comporte trois volets :

- (a) Gestion communautaire de la forêt classée de Tsitongambarika II;
- (b) Gestion du reboisement en *Eucalyptus* de la station forestière de Fanjahira;
- (c) Campagne d'éducation à l'intention de la population urbaine de Fort-Dauphin (Chef lieu de préfecture), d'Amboasary d' Ambovombe. Elle concerne en particulier l'économie et la production d'énergie tirée du bois.

Ce projet fait suite à différentes études entreprises par le WWF avec le MEF dans la cadre de la gestion de l'aire protégé d'Andohaëla. Actuellement, il s'insère dans l'appui à la composante ESFUM que le MEF mène dans le PEII en tant qu'AGEX.

Pour la mise en œuvre, le projet est supervisé par le Forest Program Officer basé à Antananarivo. L'équipe de terrain est composée d'un Assistant Technique, d'un Directeur Technique appuyé par le Coordonateur de l'Antenne du WWF à Fort-Dauphin. Ce projet est intégré dans la CIREF, aussi, le Chef CIREF et le Chef Cantonnement sont fortement impliqués dans le pilotage et la mise en œuvre.

1. Tsitongambarika II

C'est une forêt classée située sur la chaîne Anosyenne et jouxtant le Parc national d'Andohaëla dans sa partie Est. C'est une forêt dense humide de basse altitude longeant la côte Est à l'extrême Sud de l'île. L'ensemble couvre quelque 49'000 ha, la partie Sud appelée Tsitongambarika I est en cours d'aménagement par le projet CAF du WWF. Cette partie I couvre quelque 20'000 ha.

La partie II couverte par le présent projet s'étend sur 29'000ha et se trouve dans la partie Nord. La particularité de cette forêt est qu'elle est isolée, rares sont les études qui y ont été faites. Les gens du coin n'ont pas rencontré un seul agent forestier depuis des années.

Le seul document disponible est la proposition d'aménagement de la forêt de Tsitongambarika par Roy HAGEN en 1991.

La question qui se pose est comment, mener les études manquantes surtout socio-économiques qui permettra aux responsables de prendre position sur la façon dont on établira le plan d'aménagement et son mise en œuvre.

De l'autre côté il y a le projet CAF qui est opérationnel depuis quelques années dans la partie I; Comment tirer profit de cette expérience?.

Etant donné que cette forêt de Tsitongambarika a une certaine homogénéité (écologique, ethnique, socio-culturel, etc.), un changement d'approche dans la partie II serait préjudiciable pour la pérennité des activités et la synergie entre les deux projets WWF.

2. Station Forestière de Fanjahira

C'est un périmètre de restauration du service forestier planté en trois espèces d'Eucalyptus. Après une étude de Roy HAGEN (1991), le PCDI d'Andohaëla a affecté un ingénieur forestier pour travailler dans la station dans le but de mettre en œuvre le plan d'aménagement. En 1998, un plan d'aménagement détaillé a été rédigé par le CFPPF de Morondava à la demande de l'Antenne régionale WWF de Fort-Dauphin et de la CIREF. Ce plan d'aménagement a été mis en œuvre par l'équipe MIRAY composé du WWF, Pact et CI en 1999. Il s'agit d'un transfert de gestion de la station aux sept communautés de bases riveraines de la station. Ce projet a été relayé par l'actuel projet à partir de juin 2000.

Les recommandations de l'étude de 1991 pour une gestion communautaire par les riverains ont été suivies vu l'évolution de la situation. La nouvelle politique forestière et tout récemment la loi GELOSE, offrent des alternatives pour la mise en place d'une gestion participative.

Les activités d'exploitation battent son plein actuellement, malgré la fluctuation due aux changements du projet et du Chef CIREF. Toujours est-il que des problèmes persistent dans la mise en œuvre du plan d'aménagement qui dans certains passages reste théorique.

At present, there is little awareness of the details of the Politique Forestière emanating from Antananarivo, and there is even less awareness of the recent Arrêtés published by the MEF.

Le projet est actuellement à la recherche d'une méthodologie:

- Pour garder un rythme soutenu à Fanjahira avec une équipe dirigeante fraîchement recrutée.
- Comment commencer les activités à Tsitongambarika, avec des données et connaissances incomplètes de la forêt et du milieu.
- Comment valoriser les expériences du projet CAF et en tirer des leçons?
- Comment palier à l'absence de l'assistant technique?
- Comment régulariser l'exploitation forestière dans la zone, en conformité avec les nouveaux textes et initiatives lancées par le MEF?

Contexte du Rôle de PAGE

Le Projet d'Appui à la Gestion de l'Environnement (PAGE) est un projet de l'USAID au Madagascar. L'un des résultats prévus de PAGE dans la composante de la politique environnementale est de "tester un modèle transparent et participatif de gestion de forêt". PAGE est donc dans le processus de mettre en place deux activités pilotes de forêt régionale. La première est prévue pour la Région d'Anosy et la seconde pour Tamatave. Les deux pilotes doivent être fondés sur une gamme récente d'Arrêtés et de Plans d'Action émanant du MEF, en particulier ceux concernant la transparence accrue et la participation dans la gestion des forêts, qui permettent le processus. Un accent particulier sera placé sur les Décrets 98-591 et 98-592 (et leur Arrêtés d'application), aussi bien que les documents suivants: Plan d'Action du MEF pour novembre 2000-2002; arrêté portant sur la création d'un observatoire pour le secteur forestier; arrêté portant sur l'arrêt d'extraction de tous produits forestiers dans les zones sensibles et, la note sur la répartition des recettes forestières. De plus, les projets régionaux pilotes seront conçus dans la lumière des études récentes sur le FFN/FFR et sur l'évaluation mi-trimestrielle de la composante ESFUM du PE2 et de la revue du secteur forestier financée par CI en 1999.

Probablement, les plus importantes suppositions sous-jacentes de cette forêt régionale pilote de PAGE est que les citoyens locaux et les groupes civiques sont, extrêmement, limité en matière d'information disponible concernant la gestion de forêts dans leur voisinage. Le corollaire de cette supposition est que l'information approfondie est pre-requise pour la création d'un secteur forestier dynamique et efficace.

Pas beaucoup de personnes, même dans le MEF, sont conscientes ni de la manière dont les permis sont accordés, ni à quels prix, quels termes et quelles durées. Cependant, selon les lois et décrets existants, la plupart de ces informations doivent être accessible au public, au moins, ces membres du public qui sont directement touchés par de telles décisions.

Dans la lumière de ces suppositions générales et le contenu des lois et des règlements du secteur forestier, ces deux projets régionaux pilotes se concentreront sur la transparence et la communication.

PAGE a entrepris des discussions avec WWF/Madagascar sur la manière dont PAGE pourrait soutenir une transparence et une communication en ce qui concerne les forêts ajoutées à leur existant projet de forêt dans la Région d'Anosy. Ainsi, pour le consultant, le but général de la portion PAGE de cette consultation est de faire des recommandations sur les questions et les approches qui pourraient former une partie de l'approche de PAGE pour les efforts pilotes à Anosy.

Objective

Les objectifs de cette demande de consultance sont ce qui suivent:

- Pendant environ trois semaines, engagé un spécialiste en aménagement forestier pour aider l'équipe à trouver une ou des solutions à ces problèmes en suspens y compris les questions relatives à la transparence et à la communication dans l'octroi des permis d'exploitation;
- Choisir la méthodologie adéquate à la hauteur de ces problèmes;
- Cela doit aboutir à une planification des activités à entreprendre notamment en ce qui concerne les activités pilotes régionales qui seront appuyées par le PAGE;

Activities

Forêt classée de Tsitongamabrika II

- Proposer une méthodologie pour le démarrage des activités pour l'aménagement de la forêt classée de Tsitongambarika II.

- Réévaluer les besoins en ressources humaines et en ressources financières nécessaire pour la mise en œuvre d'un plan d'aménagement participatif
- Partant de l'analyse de l'approche du CAF, proposer une démarche cohérente pour la partie II
- Proposer les activités de développement complémentaires à mener en parallèle dans et en dehors de la zone pour assurer la réussite du projet notamment par rapport à la transparence dans l'exploitation forestière et à la participation de la société civile dans la gestion des ressources forestières dans la zone.

Station Forestière de Fanjahira

- L'actuel plan d'aménagement est encore difficile à appliquer, il faut établir un plan d'aménagement simple par village. L'équipe doit être épauler en leur proposant une itinéraire à suivre pour mener à bien ce processus.
- Mettre en place un circuit de commercialisation maîtrisé par les associations paysannes.
- Analyser la situation actuelle de la gestion de la Station de Fanjahira et donner des recommandations pour un bon redémarrage de l'exploitation forestière en tenant compte des besoins d'application des nouveaux textes et règlements

Pour l'ensemble du projet

- Fournir appui et conseils pour la mise en œuvre des activités dans les trois composantes du Projet.
- Tenant compte de la situation actuelle du Projet, apporter des modifications aux Termes de référence de l'Assistant technique du Projet si besoin est
- Proposer de spécifiques mesures potentielles, qui amélioreraient la transparence au niveau des forêts, qui permettent le processus et les résultats dans le service accru par les autorités forestières. Ces mesures pourraient impliquer le chef de Cantonnement, le chef CIREF, les communautés, les communes et les autres membres du gouvernement local, les ONGs et les Médias.
- Proposer des options et des mesures pour communiquer le contenu des lois et des règlements forestiers dans une telle manière à stimuler une participation plus active de la société civile dans la gestion des forêts.

Le niveau total d'effort est de 25 jours. Se conférer à la section suivante pour la chronologie de l'utilisation de cet effort.

Résultats Finaux et Produits Finis

Dans les trois jours qui suivent la signature du contrat, le consultant doit donner une proposition de méthodologie de son intervention,

Après avoir effectué les visites de terrain qui devrait durer 10 jours calendaires, l'équipe doit faire un «debriefing» du résultat préliminaire au WWF, PAGE et USAID à Antananarivo

Le consultant doit fournir un premier draft écrit après 15 jours calendaires de l'expiration du contrat au WWF/PAGE. Le WWF /PAGE se charge de faire ses commentaires dans les cinq jours qui suivent la réception du rapport. Le consultant aura dix jours pour livrer un rapport final en quatre (04) exemplaires au WWF /PAGE.

Relationships

Le consultant travaillera en étroite collaboration avec une équipe WWF/CIREF et le Directeur du PAGE. Il est responsable devant le WWF et PAGE.

Annex 2: Mission d'appui à la gestion communautaire de la station forestière de la Fanjahira et à la forêt classée de Tsitongambarika II dans le contexte du démarrage du projet «Projet de gestion durable des ressources forestières dans la région de Fort-Dauphin» MG-0084

Sommaire

Le WWF était présent dans la région de l'Anosy depuis 1990. Ayant démarré le PCDI d'Andohaëla, il a toujours eu des soucis sur les formations forestières attenantes à la réserve, car leur aménagement est vital pour la survie de l'écosystème forestier à conserver. Dès 1991, une série d'études en vue d'un aménagement participatif de la forêt classée de Tsitongambarika et celui de la station forestière de Fanjahira ont été faites. D'autres études complémentaires ont été entreprises:

- En 1994 et en 1995 pour Tsitongambarika
- En 1998 un plan d'aménagement de Fanjahira a été demandé au CFPF de Morondava.

Le projet MG-0084 du WWF intitulé: «Projet de gestion durable des ressources forestières dans la région de Fort-Dauphin» est financé à hauteur de 66% par l'Union Européenne. L'action a pour référence: B7-6201/99-07/FOR. Les 33% restant sont financés par le WWF sous forme «match found». Le projet formulé en 1994 et soumis à l'Union Européenne n'a obtenu le financement que vers la fin de l'année 1999. Démarré au mois d'avril 2000, le projet a pris le relais du projet MIRAY (WWF, Pact, CI) qui a commencé les travaux dans la station forestière de Fanjahira vers la fin de l'année 1998 jusqu'en juin 2000. Il commence de nouvelles activités dans la partie Nord de la FC de Tsitongambarika, la partie sud est en cours d'aménagement communautaire par le projet CAF/APN du WWF.

L'objectif à long terme du projet est d'assurer le maintien des fonctions biologiques et économiques importantes des écosystèmes forestiers dans le Sud de Madagascar. Le maintien de ces fonctions, en particulier de la fonction hydrologique, est essentiel au succès des programmes de développement régionaux.

La stratégie est de combiner la gestion à base communautaire avec des méthodes et politiques durables de gestion des ressources forestières.

Ce projet comporte trois volets :

- (a) Gestion communautaire de la forêt classée de Tsitongambarika II ;
- (b) Gestion à base communautaire du reboisement en *Eucalyptus* de la station forestière de Fanjahira ;
- (c) Campagne d'éducation à l'intention de la population urbaine de Fort-Dauphin (chef lieu de préfecture), d'Amboasary d'Ambovombe. Elle concerne en particulier l'économie et la production d'énergie tirée du bois.

Ce projet fait suite à différentes études entreprises par le WWF avec le MEF dans le cadre de la gestion de l'aire protégée d'Andohaëla. Actuellement, il s'insère dans l'appui à la composante ESFUM que le MEF mène dans le PEII en tant qu'AGEX. Ce projet est intégré dans la CIREF, aussi, le Chef CIREF et le Chef Cantonnement sont fortement impliqués dans le pilotage et la mise en œuvre.

L'objectif de cette mission est:

- D'appuyer l'équipe dirigeante fraîchement recrutée pour qu'elle puisse garder un rythme soutenu dans la mise en œuvre du PA Fanjahira avec les associations paysannes;
- Formuler une stratégie pour le démarrage des activités dans la forêt classée de Tsitongambarika II.

Ce travail a été mené avec la participation et l'appui de tout le personnel du projet.

1. Station Forestière de Fanjahira

Présentation générale

C'est un périmètre de restauration du service forestier. Les travaux ont commencé en 1955 avec une préparation du sol par sous-solage et une mode de production de plant par boulette. Jusqu'en 1960, quelque 1044ha sur un total de 2000 ha sont plantés en trois espèces d'Eucalyptus dont par ordre d'importance: *Eucalyptus camaldulensis* syn. *rostrata* ; *Eucalyptus citriodora* et *Eucalyptus robusta*. La station se trouve à 25 km environ de la ville de Fort-Dauphin dont 10km de route goudronnée et 15 km de piste à péage carrossable toute l'année. Elle est entourée de 7 villages. Après l'arrêt de la plantation en 1960, elle était presque abandonnée. Malgré cette situation et le passage quasi annuel du feu, la station a un peuplement sur pied mur et de bonne qualité.

Ayant repéré ce potentiel inexploité, les responsables du WWF sur accord de la CIREF a fait faire une étude par Roy HAGEN en 1991. Le PCDI d'Andohaëla a affecté un ingénieur forestier pour travailler dans la station dans le but de mettre en œuvre le plan d'aménagement. En 1998, un plan d'aménagement détaillé a été rédigé par le CFPPF de Morondava à la demande de l'Antenne régionale WWF de fort-Dauphin et de la CIREF. Ce plan d'aménagement a été mis en oeuvre par l'Equipe MIRAY composé du WWF, Pact et CI en 1999. Il s'agit d'un transfert de gestion de la station aux sept communautés de bases riveraines de la station. Ce projet a été relayé par l'actuel projet à partir de juin 2000.

Les recommandations de l'étude de 1991 pour une gestion communautaire par les riverains ont été suivis vu l'évolution de la situation. La nouvelle politique forestière et tout récemment la loi GELOSE, offrent des alternatives pour la mise en place d'une gestion participative.

Les activités d'exploitation bat son plein actuellement, malgré la fluctuation due aux changements du projet et du Chef CIREF. Toujours est-il que des problèmes persistent dans la mise en œuvre du plan d'aménagement qui dans certains passage reste théorique

Diagnostic

Grands Paramètres de la SFF

1. 1040 ha avec environ 300.000 m³ de bois sur pied dont 1/3 bois d'œuvre
2. Prédominance E. camaldulensis, citriodora et robusta
3. Situé à 25 km de FD avec population de 40.000 hab.
4. Coupes d'écrémage ponctuelles, feux répétés, aucune gestion avant 2000

Faiblesses du PA

1. Non-implication des villageois
2. Un seule PA SFF au lieu d'un PA par terroir/village
3. Traitements sylvicoles préconisés :
 - Trop théoriques– manque de description en détail suffisant
 - Présentés en forme de directives-- manque de justification
 - Non-prise en compte de la régénération naturelle
 - Contradictions internes – Traitement en taillis et taillis sous futaie
 - Parfois inadaptés – exemple de conversion d'Eucalyptus robusta

Points forts dans la mise en œuvre

1. Bon progrès dans la maîtrise des techniques de carbonisation/bûcheronage par des villageois qui n'ont jamais fait auparavant;
2. Développement d'une dynamique associative;
3. Enthousiasme lié à la rentrée d'argent;

Faiblesses de la mise en œuvre

1. Non-considération du PA et des cahiers des charges (par le Chef Station/MEF);
 - Ecrémage des peuplements –
 - On a appliqué le diamètre limite (40 cm) pour les exploitations forestières
 - On n'a coupé que les plus gros et les plus beaux– pas de la foresterie
 - Non-tenue des cahiers de chantiers et de comptabilité
2. Centralisation de toute activité, surtout la commercialisation, dans les mains du Chef Station;
3. Faiblesses dans la structure et hiérarchie du MIRAY:
 - Chef de Station, APN et SO étaient des employés du WWF;
 - Le CS dépendait techniquement du CI/ESFUM à Tana –leur supervision n'était pas assez fort;
4. Manque d'expertise dans le marketing/commercialisation/gestion de l'entreprise;
 - Vente en crédit à des amateurs – 3.5 millions non-recouverts;
 - Difficultés de commercialisation du charbon de bois d'Eucalyptus;
 - Transport assuré par le projet;
5. Pas de prévision du fonds d'aménagement, de fonds d'investissement ou de contribution à l'union
6. Manque de fond de roulements – nécessité de vendre précipitamment;
7. Doubles avances aux bûcherons;
8. Non-paiement de redevances forestières
9. Manque de responsabilisation des associations;
10. Massacre dans l'arboretum de la SFF;
11. Frustration/découragements des villageois due au non-recouvrement des crédits;
12. Grande fluidité dans des bureaux des comités de gestion;

13. Changement fréquent des barèmes des redevances et de vente;

Recommandations

Tsitongambarika

Présentation générale

Diagnostic

Recommandations

Objectifs:

1. Diagnostic et recommandations spécifiques pour la bonne reprise de la cogestion de la SFF;
2. Diagnostic et recommandations stratégiques pour le démarrage du volet Tsitongambarika II

Historique Fanjahira

- 1040 ha d'Eucalyptus réalisé 1955 à 1960 pour alimenter FD/restauration?
- Situation 1987 – l'idée est née de gestion SFF pour diminuer pressions sur la forêt sèche ;
- Mission 1991 – Proposition de gestion communautaire;
- PCDI et MIRAY –
 - Etudes de marché;
 - Développement proposition financement UE;
 - 2 inventaires et plan d'aménagement par CFPP;
 - MIRAY avec CI, WWF et PACT – démarrage vers fin 1998 ;
 - Création des associations, formation;
- Janvier à juin 2000 – exploitation ouverte– 5 sur 7 terroirs ;
- Fin juin – exploitation fermée pour non-paiement redevance et d'autres;
- Juillet 2000 – WWF prend le relève -- financement UE

Diagnostic Fanjahira

Recommandations Sur le Plan Technique:

1. Principes généraux pour les traitements sylvicoles:

- La grande majorité des peuplements sont encore assez vigoureux pour bénéficier des éclaircies;
- Ils ont tous besoins des coupes/éclaircies d'assainissement;
- Il faut minimiser l'ouverture de la canopée (à 20 à 25 %) afin de minimiser le risque des chablis lors des vents forts (Les rejets vont diminuer ces risques);
- A favoriser la régénération naturelle d'E. citriodora partout lors des coupes sélectives ;
- A développer des techniques de repiquages des sauvageons d'E. citriodora en favorisant ceux issu des pieds d'arbres plus;
- A commencer des coupes sélectives dans le taillis dès que cette opération sera financièrement porteuse;
- Les interventions sylvicoles doivent viser à maximiser le rendement économique de ces plantations.

2. Traitements sylvicoles en fonction de la situation de chaque peuplement:

- Peuplements dépérissants – coupes à blanc de la strate supérieure
- Vieux peuplements avec abondance de régénération de différents âges /dimensions:
 - Ouverture 20 à 25 % de la canopée à travers une coupe d'assainissement surtout;
 - Eclaircie de toutes les tiges de différents stades de développement pour favoriser les arbres d'avenir;
- Vieux peuplement sans, ou avec très peu, de rajeunissement naturel:
 - Ouverture 20 à 25 % de la canopée à travers une coupe d'assainissement, surtout

- Regarnissage avec des sauvageons (à confirmer) issus des arbres plus;
 - Exploitation du bois mort partout.
3. Exclusion de la limitation sur les diamètres d'exploitabilité;
 4. Pas de reconversion systématique d'E. robusta en citriodora ;
 5. Mise en place de parcelles de démonstration sur les points bien visibles;
 6. Suivi des normes techniques et intervention immédiate en cas de non-respect;

Commercialisation des Produits

1. Responsabilisation des associations et de l'union;
2. Apport d'expertise dans le marketing/commercialisation/gestion de l'entreprise comme priorité à court terme ;
3. Développement des «business plans»;
4. Etude et tests des autres options de transport:
 - Bicyclette;
 - Charrette de bœuf;
 - Voie fluviale;
5. Minimiser des ventes à crédits:
 - Exiger un paiement partiel;
 - Etablit des contrats en bonne et due forme avec l'acheteur pour les ventes en crédit;
6. Etude et promotion des nouveaux produits (Projet avec Union/associations)
7. Ouverture d'une/des points de ventes à FD et...
8. A définir les rôles de l'union et des associations;

Projet de Financement du Tany Meva

1. Manque de coordination;

2. On propose un don à l'Union;
3. Opportunités:
 - Fond de roulement des Assn – paiement des bûcherons et main d'œuvres;
 - Investissement lieux de séchage et de stockage;
 - Investissement en moyen de transport;
 - Investissement en points de ventes;
4. Risque -- Capacité actuelle de gestion financière de l'union est nulle

Répartition des Revenues Issue de la Vente des Produits;

1. Paiement des à la tâche des bûcherons;
2. Redevances et taxes – FFN et communes;
3. Fonds d'aménagement;
4. Fonds d'investissement;
5. Participation à l'union;
6. Fonds communautaires;
7. Potentiel de financer la SFF et contribuer à la CIREF.

Aspect Socio-organisationnel

1. Ne jamais mélanger le fokontany et l'association;
2. Supprimer ou minimiser le recours au bénévolat:
 - Chef de chantier;
 - Ouverture et entretien des layons,
 - Conduite des pépinières;
3. Elaboration d'une stratégie de désengagement du projet;
 - Prise en charge progressive des fonctions par l'union et les associations;

- Préviation budgétaire;
4. Renforcer la responsabilisation et le renforcement des capacités des A et U.:
 - Planning;
 - Comptabilité;
 - Gestion de l'entreprise/marketing/commercialisation.
 5. Prévoir des mesures de transparences dans la tenue des comptes;

L'Elaboration de Nouveaux PA par Terroir

1. A maîtriser le système d'exploitation avant de faire des nouveaux PA;
2. Commencer par un terroir test;
3. Impliquer les COBA dans le diagnostic et dans l'identification et choix des options;
4. A refaire en conséquence le PA de la SFF en fonction des besoins et opportunités qui concerne l'ensemble des associations;

Recommandations sur la Fiscalité

1. A favoriser les produit issus des forêts aménagées;
 - Redevances incitatives pour les coupes d'assainissements;
 - Redevances incitatives pour des produits issus des rejets;
2. Un accent particulier pour la percée du charbon d'Euc. sur le marché;
3. Conditions préférentielles sur le bois mort.

Conditions Prérequis pour la Reprise de l'Exploitation

1. Reconnaissance de dette avec calendrier de recouvrement;
2. Rectification des cahiers de charges généraux et spécifiques;
 - Conformité avec les propositions sylvicoles;
3. Accords MEF/Projet/Associations sur le contenu des cahiers de chantiers, le laissez-passer, documents comptables, etc.

4. Accords sur les mesures à prendre en cas de non-respect des clauses;
 - Définitions des rôles et responsabilité entre MEF et le Projet;
 - Mesures doivent être proportionnels aux actes;
5. Révision des attributions de la structure d'encadrement;
6. Insister sur la transparence à tous les niveaux;

Appui aux autres communautés/propriétaires de peuplements autour de la SFF

1. Reboisement;
2. Gestion des peuplements existants;

I. Introduction

Contexte

Cette mission vient en appui au démarrage du projet MG-0084 du WWF intitulé: «Projet de gestion durable des ressources forestières dans la région de Fort-Dauphin». Le WWF était présent dans la région de l'Anosy depuis 1990. Ayant démarré le PCDI d'Andohahela, il a toujours eu souci de préserver les formations forestières attenantes à la réserve, car leur aménagement est vital pour la survie de l'écosystème forestier à conserver. Dès 1991, WWF a commandité deux études par Hagen en vue d'un aménagement participatif de la forêt classée de Tsitongambarika et celui de la Station Forestière de Fanjahira (SFF). D'autres études complémentaires ont été entreprises:

- Deux études par Berner en 1994 et en 1995 pour Tsitongambarika;
- En août 1998, un plan d'aménagement de Fanjahira a été complété par le CFPF de Morondava.

Le projet MG-0084 est financé à hauteur de 66% par l'Union Européenne. L'action a pour référence : B7-6201/99-07/FOR. Les 33% restant sont financés par le WWF sous forme «match fund ». Le projet formulé en 1994 et soumis à l'Union Européenne n'a obtenu le financement que vers la fin de l'année 1999. Le projet devait entreprendre la gestion communautaire à Fanjahira et dans les Forêts Classées de Tsitongambarika I et II. Mais avant qu'il ait été financé, le projet MIRAY (WWF, Pact, CI) a commencé les travaux dans la Station Forestière de Fanjahira vers la fin de l'année 1998 et a continué jusqu'en juin 2000. Par ailleurs, l'aménagement communautaire de Tsitongambarika I est en cours, sous l'encadrement du projet CAF/APN du WWF. Le projet MG-0084 a démarré en avril 2001. Il prend la relève du MIRAY à la Fanjahira et il va démarrer les premiers travaux à Tsitongambarika II dans le nord.

L'objectif à long terme du projet est d'assurer le maintien des fonctions biologiques et économiques importantes des écosystèmes forestiers dans le Sud de Madagascar. Le maintien de ces fonctions, en particulier de la fonction hydrologique, est essentiel au succès des programmes de développement régionaux. La stratégie est de combiner la gestion basée sur l'approche communautaire avec des méthodes et politiques durables de gestion des ressources forestières.

Volets

Ce projet comporte trois volets :

1. Gestion communautaire de la Forêt Classée de Tsitongambarika II ;

2. Gestion communautaire du reboisement en *Eucalyptus* de la Station Forestière de Fanjahira ;
3. Campagne d'éducation à l'intention de la population urbaine de Fort-Dauphin (chef lieu de préfecture), d'Amboasary d'Ambovombe. Elle concerne en particulier l'économie et la production d'énergie tirée du bois.

Ce projet fait suite à différentes études entreprises par le WWF avec le MEF dans le cadre de la gestion de l'aire protégée d'Andohahela. Actuellement, il s'insère dans l'appui à la composante ESFUM que le MEF mène dans le Programme Environnemental II (PEII) en tant qu'agent d'exécution (AGEX). Ce projet est aussi intégré dans la CIREF de Tolagnaro, de sorte que le Chef CIREF et le Chef Cantonnement sont fortement impliqués dans le pilotage et la mise en œuvre.

L'objectif de cette mission est:

- D'appuyer l'équipe dirigeante fraîchement recrutée pour qu'elle reprenne l'appui au développement de la gestion communautaire de Fanjahira dans les meilleures conditions ;
- De formuler une stratégie pour le démarrage des activités dans la Forêt Classée de Tsitongambarika II.

Méthodologie

Ce travail a été mené par consultant Roy Hagen et le Programme Officer Forêt de WWF avec la participation et l'appui de tout le personnel du projet. En résumé, on a consacré une semaine à la SFF, une semaine pour Tsitongambarika II et une semaine de restitution et de rédaction de ce rapport. Ceci a inclus:

- Un jour à la SFF avec le Chef CIREF, le Chef de station, les trois APN et le socio-organisateur pour une revue générale de la situation à Fanjahira;
- Un jour avec trois associations villageoises à Fanjahira;
- Un jour «technique» pour analyser en équipe les meilleurs traitements sylvicoles à préconiser pour les différents types de peuplement;
- Un jour de reconnaissance du marché à Fort Dauphin, y compris des visites avec:
 - Une scierie et une menuiserie;
 - Une commerçante de charbon de bois de Fanjahira;

- Un exploitant forestier;
- Deux jours de reconnaissances sur le côté est de Tsitongambarika II;
- Un jour à Fort Dauphin avec visites avec:
 - Le secrétaire au port du Fort Dauphin;
 - Le directeur local de QMM;
 - M. Daniel Crickx de l'Union Européenne;
- Deux jours de reconnaissances du côté ouest de Tsitongambarika II;
- Debriefing à Fort Dauphin avec le Chef CIREF et l'équipe du Projet;
- Restitution à Antananarivo avec une vingtaine de participants;
- Rédaction du rapport par Roy Hagen et Gérard Rambeloarisoa.

II. La Station Forestière de la Fanjahira

Présentation générale

L'historique de la Station Forestière de la Fanjahira n'est pas connue avec précision parce qu'on ne retrouve pas des archives qui datent du moment de sa création. Un ancien Chef de Cantonnement dit qu'elle a été créée en tant que périmètre de restauration. Certains documents disent qu'elle a été plutôt créée pour approvisionner Fort Dauphin en bois d'énergie. Les travaux ont commencé en 1955 avec une préparation du sol par sous-solage et un mode de production de plant par boulettes. Jusqu'en 1960, quelque 1044ha sur un total ciblé de 2000 ha sont plantés en trois espèces d'Eucalyptus dont par ordre d'importance : *Eucalyptus camaldulensis* syn. *rostrata* ; *E. citriodora* et *E. robusta*. La station se trouve à 25 km de route environ de la ville de Fort Dauphin dont 10 km de route goudronnée et 15 km de piste à péage carrossable toute l'année. Cette piste vient d'être refaite sur financement Union Européenne et elle est entretenue régulièrement pour le moment. Fanjahira est entourée de 7 villages. Après l'arrêt de la plantation en 1960, la station était presque abandonnée. Le périmètre n'a jamais été classé. Malgré cette situation et le passage quasi annuel du feu, la SFF a un peuplement sur pied mûr et généralement de bonne qualité.

Depuis une mission de reconnaissance en 1987 par Martin Nicoll et Roy Hagen, le WWF s'intéresse à la mise en valeur de ce potentiel inexploité dans l'optique d'une diminution des pressions sur la forêt naturelle, surtout l'exploitation destructive de la forêt épineuse pour le charbon de bois pour l'approvisionnement de Fort Dauphin. Les responsables du WWF, sur accord de la CIREF ont fait faire une étude intitulée « Proposition d'aménagement de la station forestière de Fanjahira » (Roy HAGEN, 1991) sur la possibilité d'une gestion communautaire. Le PCDI d'Andohahela a affecté un ingénieur forestier pour travailler dans la station dans le but d'y mener un aménagement. Diverses études complémentaires telle que celle concernant le potentiel du marché ont été menées depuis. En 1998, un plan d'aménagement détaillé a été rédigé par le CFPPF de Morondava à la demande de l'Antenne régionale WWF de Fort-Dauphin et de la CIREF. L'Equipe MIRAY, composé du WWF, Pact et CI, a commencé la mise en œuvre de ce plan d'aménagement en 1999. Il s'agit d'une cogestion de la station avec les sept communautés de bases riveraines. L'exploitation forestière a été ouverte, de janvier à juin 2000, après qu'elle ait été fermée pour cause de non-paiement de redevances forestières. Le projet MIRAY a été relayé par l'actuel projet à partir de juin 2000.

Les recommandations de l'étude de 1991 pour une gestion communautaire par les riverains ont été suivies, vu l'évolution de la situation. La nouvelle politique forestière de 1995 et tout récemment la loi GELOSE, offrent des alternatives pour la mise en place d'une gestion participative.

Diagnostic de la Situation Actuelle de la SFF

Les principales caractéristiques de la SFF

Le peuplement de 1044ha, de 41 à 46 ans, a un volume de bois sur pied estimé à 300.000 m³ par ha environ dont plus du tiers en bois d'œuvre. Trois espèces d'Eucalyptus dominent le peuplement avec respectivement par ordre d'importance: *E. camaldulensis* syn. *rostrata*, *E. citriodora* et *E. robusta*. Mais on y rencontre également *E. saligna*, *E. crebra*, *E. cloeziana*, et d'autres espèces d'eucalyptus inconnues. *Pinus kesiya* et *P. caribea* sont représentés par quelques pieds dans la station.

Sur le plan utilisation et appréciation par les utilisateurs, *Eucalyptus citriodora* est de loin l'espèce la plus appréciée pour les bois d'œuvre, la menuiserie et même comme bois de chauffe. Il est également prisé par le JIRAMA pour les poteaux des lignes de transmission. Partout où elle est présente dans les peuplements, on remarque un rajeunissement naturel remarquable où tous les stades d'évolution sont représentés. Elle est en train de dominer la station en assurant une reconversion naturelle des autres parcelles vers des peuplements dominés par *E. citriodora*.

E. robusta est apprécié pour son bois rouge et dur comme bois d'œuvre, mais les francs pieds présentent une forme défectueuse sauf sur les meilleurs sites (surtout des bas fond). Les rémanents d'exploitation et les sujets de forme défectueuse donnent du bon charbon. Toutefois, elle reste une espèce intéressante dans la mesure où l'on a pu constater que les rejets présentent une meilleure forme et une croissance rapide. L'espèce ne se régénère pas bien par semis naturel dans la station.

E. Camaldulensis, domine nettement au point de vue surface. On trouve deux formes différentes dans la station. Une à écorce rugueuse et les feuilles oblongues, l'autre plus proche du vrai *camaldulensis* avec écorce lisse qui tombe en lanière et des feuilles lancéolées. On sait que cette espèce est à large aire de répartition et que Eucalyptus est une espèce qui s'hybride facilement. Le problème de cette espèce est qu'elle se fend après abattage. Seule une exploitation en hiver diminue le risque. Elle se prête bien à l'équarrissage. L'espèce donne un charbon de moindre qualité. Son rajeunissement naturel est faible et n'assure pas sa pérennité dans la station.

E. cloeziana a une bonne croissance et une bonne forme sur terrain dégradé.

La station est située à 25 km de la ville de Fort-Dauphin qui abrite environ 40000 hab. C'est le principal marché pour les produits de la SFF.

Les dires des villageois, ainsi que les marques de cicatrices sur les troncs prouvent le passage répété des feux dans les peuplements. Les nombreux troncs qui gisent dans les parcelles sont des chablis provoqués par le vent suite à une fragilisation du système racinaire, due

probablement aux feux répétés. *E. camaldulensis* est relativement susceptible à ce phénomène – *E. citriodora* est relativement résistant.

Avant la mise en œuvre du plan d'aménagement, la station a fait l'objet de coupes licites et illicites. Ces coupes n'ont suivi aucune norme sylvicole. Elles s'agissaient plutôt de coupes d'écémage, comme l'exploitation des poteaux de ligne de 9 et de 12 mètres fait par la JIRAMA en 1991 (observation par Hagen)

L'exploitation a été ouverte de janvier à juin 2000. Les associations de 5 terroirs sur 7 ont participé à cette exploitation. Le terroir d'Irindrano n'a pu être exploité, faute de piste d'évacuation des produits. Ce problème est actuellement résolu, suite à la réhabilitation de la piste. Quant au terroir de Tamboro, la formation sur le sciage n'était pas encore terminée alors que les gens n'étaient pas intéressés par le charbon.

Vers la fin du mois de juin, l'exploitation a été arrêtée par la CIREF, principalement pour cause de non-paiement des redevances.

A partir du mois de juillet 2000, WWF a pris la relève, sur financement de l'UE

Faiblesses du Plan d'Aménagement

Les paysans n'étaient que très faiblement impliqués lors de l'élaboration du plan d'aménagement. Un seul plan d'aménagement est conçu pour l'ensemble de la station, alors que les contrats ont été signés par association.

Un des aspects le plus important d'un plan d'aménagement sont les traitements sylvicoles préconisés. On constate les faiblesses suivantes à ce niveau:

- Les méthodologies ne sont pas présentées – aussi bien celle de l'inventaire forestier, que celle pour l'élaboration du plan d'aménagement;
- Le tarif de cubage utilisé est un tarif universel et pas des tarifs pour des espèces spécifiques de la SFF;
- Les traitements préconisés sont trop théoriques et manquent de détails suffisants pour une meilleure application;
- Ils sont présentés sous forme de directives, sans aucune justification, ce qui entraîne des doutes quant à l'efficacité de certaines mesures;
- La régénération naturelle qui abonde dans les parcelles n'est pas prise en considération, alors que l'on préconise de laisser des porte-graines;

- Beaucoup de contradictions internes sont relevées, entre autre, au niveau du traitement en taillis et du taillis sous-futaie;
- Les traitements sont parfois inadaptés, par exemple, la conversion des parcelles d'*Eucalyptus robusta* en *Eucalyptus citriodora* n'est pas du tout une nécessité car d'un côté les rejets d'*E. robusta* peuvent donner des sujets de bonnes forme, et de l'autre l'élimination des souches entraînera un travail supplémentaire, difficile à exécuter.

Points forts dans la mise en œuvre

On a pu constater les acquis suivants dans la mise en œuvre de plan d'aménagement:

Des villageois (Antanosy et Antandroy), qui sont des agriculteurs purs par tradition, ont pu s'adapter au travail en forêt avec une maîtrise acceptable des techniques de carbonisation, de bûcheronnage et/ou de sciage de long après 5 mois de pratique.

- Une dynamique associative commence à se développer et les associations ont fondé une fédération appelée FIRAIKANKINA (Union)
- Depuis la prise en main de la gestion de la station par les associations, les coupes illicites ont presque disparu et les grands feux qui ravagent la station chaque année n'existent plus. Les rares feux accidentels qui se sont déclarés ont été très vite circonscrits par les riverains.
- Les associations sont enthousiastes pour reprendre l'exploitation dès que celle-ci sera possible car ils ont apprécié la rentrée d'argent liée à cette activité.

Faiblesses de la mise en œuvre

Le principal obstacle à la mise en œuvre du plan d'aménagement vient du fait que le plan d'aménagement ainsi que les cahiers des charges avaient été ignorés par les représentants du MEF et l'équipe MIRAY de la station sous prétexte qu'ils sont difficiles à appliquer. On a procédé à un écrémage des parcelles en exploitation en coupant les beaux sujets ayant atteint un diamètre de 40cm et plus. Le diamètre minimum de 40 cm ne vient ni du plan d'aménagement, ni des cahiers de charge mais plutôt des règles pour l'exploitation forestière des forêts naturelles non-aménagées. La conduite du peuplement a été faite dans un esprit d'exploitation mais non pas de gestion. Des sujets mal venants ont été martelés à l'abandon dans certaines parcelles, mais le fait qu'on commence par l'abattage des beaux sujets décourage les bûcherons à revenir dans la parcelle où ne restent les sujets de moindre valeur.

D'autres problèmes constatés sont les suivants:

- Les cahiers de chantiers et de comptabilité n'existent pas ou ne sont pas à jour:

- Sur le plan commercial, les associations n'étaient pas responsabilisées. Le système était trop centralisateur car le Chef station s'est occupé tout seul de ces activités.
- Le tarif appliqué pour le paiement des bûcherons par unité de produit est excessivement élevé et a été fixé arbitrairement, alors qu'il faut prendre comme base le salaire journalier d'un paysan, puis le majoré en fonction de la difficulté de la tâche de production. Le mobile des responsables est de montrer aux paysans que le travail de bûcheronnage est payant par rapport au travail agricole.
- On remarque des faiblesses dans la structure et hiérarchie du MIRAY. Le Chef de Station, les APN et le socio-organisateur étaient des employés sous contrat WWF. Alors que techniquement, les activités de la station dépendaient du CI/ESFUM à Tana. Le Chef station, qui agit sans encadrement rend compte au responsable forestier de CI dont la supervision laisse à désirer. Ce responsable n'a fait qu'une seule visite et ceci avant l'ouverture de l'exploitation.
- On constate un manque d'expertise dans le marketing/commercialisation/gestion de l'entreprise:
- Vente à crédit à des amateurs. C'est-à-dire d'un côté, il y a les spéculateurs qui n'ont aucune expérience dans le commerce et de l'autre les associations qui manquent de savoir-faire dans les affaires. Résultat, il reste 3.5 millions d'arriérés non-payés par les revendeurs. Cela concerne surtout le charbon;
- Difficultés de commercialisation du charbon de bois d'Eucalyptus, car non seulement il est de moindre qualité mais le conditionnement et la présentation des sacs ont connu plusieurs problèmes (sacs mal remplis, sacs contenant des saletés et des branches non carbonisées, etc.). Malgré que le charbon d'eucalyptus soit vendu à moitié prix par rapport à celui venant de la forêt sèche, 6500 fmg contre 12500 à 15000fmg, il ne perce pas facilement le marché à cause surtout de ses défauts (difficile à allumer, donne beaucoup de cendres, se consume vite). A titre d'exemple, un revendeur met deux jours pour vendre 30 sacs de charbon venant de la forêt sèche et deux mois pour la même quantité pour celui de l'eucalyptus;
- Le transport est assuré par un camion du projet. Les associations ne sont pas satisfaites de la prestation du camion, lequel est utilisé à d'autres fins;
- Le part d'argent qui revient à l'association est uniquement réservé à des fins sociaux. Il n'y a pas de prévision de fonds d'aménagement forestier, de fonds d'investissement ou de contribution à l'union. La constitution de ces trois fonds est vitale pour la pérennisation des activités de gestion des peuplements de la station;

- Le manque de fond de roulement pour payer les scieurs et les charbonniers était un sérieux handicap pour les associations. Ils étaient contraints de vendre précipitamment et à crédit. (Suite à demande adressée à la fondation Tany Meva, deux équipes de consultants sont actuellement sur place. La première, un bureau d'études dénommé MSG, fera une étude sur la mise en place d'un système d'épargne et de crédit tandis que la seconde, une ONG du nom de FIVE, se chargera des aspects économiques);
- L'ancien Chef station s'est permis de donner des avances aux bûcherons, sans communiquer avec les présidents des associations qui, eux aussi, octroient des avances aux bûcherons de leurs associations. Profitant de la situation, certains bûcherons malintentionnés ont cumulé deux avances pour le même travail. Cela a provoqué le blocage de produit façonné d'une valeur de deux millions pour l'association de Fanjahira.
- Estimant que le paiement des redevances forestières n'était pas prioritaire, l'ancienne équipe avait conseillé aux associations de ne pas encore verser ses dûes. Avec l'arrivée du nouveau Chef CIREF, et la pression des bailleurs de fond pour que le MEF augmente ses recettes forestières, les associations étaient priées de s'acquitter de leurs redevances. Vu la situation de leur trésorerie, à cause des crédits non payés par les revendeurs, très peu d'associations ont pu payer. De plus, une partie des redevances a été déjà encaissée par l'ancien Chef CIREF, sans que les associations aient eu des pièces justificatives. Suite à cette situation floue, l'actuel Chef CIREF a décidé de suspendre l'exploitation.
- En général, il y a un manque de responsabilisation des associations, aussi bien dans la vie associative propre à chaque association que sur le plan technique et commercial.
- Le décalage entre la formation des bûcherons villageois en bûcheronnage et l'arrivée des matériels d'exploitation. Prétextant un besoin de recyclage, l'équipe de la station avec la bénédiction de la CIREF a organisé cette formation dans l'arboretum de la SFF. Ce qui a provoqué un massacre sur une parcelle de l'arboretum placé à l'entrée de la station.
- Le non-recouvrement des crédits ont entraîné une frustration et un découragement des villageois qui se sentent désarmés, car même des contrats de vente n'ont pas été établis avec les créanciers.
- Les membres de bureaux des comités de gestion ont subi des changements presque mensuels pour certaines associations. La rentrée d'argent dans les caisses et l'absence de transparence dans le système de gestion a entraîné une méfiance au niveau des associations. Les cas de détournement de fond par des trésoriers ou des présidents ne font que renforcer ces méfiances.

- L'absence d'un dialogue clair et transparent entre les associations encadrées par l'équipe du projet d'une part et celle de la CIREF d'autre part a eu comme conséquence un changement fréquent des barèmes des redevances et de vente. Les changements n'ont pas été faits sur une base économique mais sur la recherche d'intérêt pour l'une ou l'autre des deux parties.

Recommandations

Recommandations Sur les Traitements Sylvicoles

Principes généraux

Rapport entre sylviculture et économie A Fanjahira, les interventions sylvicoles doivent essentiellement viser la maximisation du rendement économique de ces plantations aux bénéfices des communautés riveraines. Comme la SFF contient des peuplements d'espèces exotiques, on n'a pas des soucis pour la conservation de la biodiversité comme dans le cas de la forêt naturelle. Les interventions sylvicoles devraient évoluer avec le temps en fonction de l'évolution des conditions du marché et en fonction des produits qui sont les plus porteurs.

Accent sur les éclaircies Il y a relativement peu de peuplements à Fanjahira qui soient déperissants. La grande majorité semblent être encore assez vigoureuses pour bénéficier des éclaircies. Cela devrait être confirmé par des placettes de suivi de croissance après éclaircie. Suite à des éclaircies bien faites, on espère concentrer la croissance sur les arbres de plus grandes valeurs. Par rapport aux coupes à blanc, les éclaircies auraient l'avantage de ne pas submerger le marché de Fort Dauphin en bois d'œuvre – ce qui risque d'être le cas, si l'on commence à intervenir principalement par la coupe à blanc de ces vieilles plantations.

Coupes d'assainissement Tous les peuplements ont besoin de coupes d'assainissement. Comme ces plantations n'ont jamais subi aucun traitement sylvicole dans le passé, on trouve des sujets mal venants de tout ordre – arbres tordus, cicatrisés par le feu et troués/pourris au centre, arbres malades, etc. Les coupes d'assainissement produiront de grandes quantités de charbon de bois. La possibilité de traitement par coupe d'assainissement sera, alors, fonction de la possibilité de commercialisation de ce produit.

Mesures pour minimiser la risque de chablis Même si Fanjahira est relativement bien protégée des cyclones par la chaîne montagneuse de Tsitongambarika I à l'Ouest, ses peuplements sont exposés au risque de chablis occasionnés par le vent fort. On a estimé les dégâts (chablis ou arbres déracinés) de cyclone Deborah en janvier 1975 à 10% (Hagen 1991). Les éclaircies vont ouvrir la canopée. Or, plus la canopée est ouverte, plus l'on expose les arbres qui restent au vent. Ainsi, lors des éclaircies, il faut limiter l'ouverture de la canopée à 20 à 25 % environ afin de minimiser le risque de chablis en cas de vent fort. Les éclaircies légères (faibles) et fréquentes sont à favoriser par rapport aux éclaircies fortes échelonnées dans le temps.

Après la première exploitation, les rejets et les semis naturels vont se développer très vite. Leurs cimes vont remplir l'espace sous la canopée et cela diminuera l'exposition au vent. Etant donné que *E. citriodora* résiste plus au vent que le *camaldulensis*, on va favoriser la sélection de *citriodora* comme arbre d'avenir, ce qui, en principe, devrait se traduire par des peuplements plus résistants au vent. Par ailleurs, cette option favorise l'aspect économique.

Favoriser *E. citriodora*. Parmi les trois espèces principales présentes à Fanjahira, *E. citriodora* présente le plus grand intérêt économique de par ses qualités et la valeur de son bois, ainsi que la forme droite et remarquable de son fût. La régénération naturelle d'*E. citriodora* se retrouve partout autour des pieds adultes de cette espèce. Il semble que les éclaircies favorisent davantage les semis naturels de *citriodora*. Ces semis semblent être du *citriodora* pure et pas des hybrides. Lors des coupes sélectives, les semis et rejets de *citriodora* sont à favoriser comme arbres d'avenir par rapport au *camaldulensis* ou *robusta*.

Repiquages des sauvageons *E. citriodora* est l'espèce principale à favoriser pour a) le regarnissage des plantations, b) pour la conversion partielle ou totale des peuplements des autres espèces qui sont très mal venants et c) pour les nouveaux reboisements. Tous cela pourrait être largement facilité à moindre coût s'il serait possible de repiquer les sauvageons de *citriodora*. Il faut tester et développer des techniques efficaces de repiquages de ces sauvageons. Pour le choix des semis à repiquer, il faut sélectionner ceux qui sont issus des pieds d'arbres plus.

Coupes sélective des taillis/semis Après la première exploitation dans une parcelle, on a intérêt à commencer des coupes sélectives dans le taillis (avec ou sans semis naturels) dès que cette opération sera financièrement porteuse. Cette possibilité sera fonction des conditions du marché – on aura la possibilité de produire de grandes quantités de gaulettes et perches dans les taillis. Lors de ces coupes sélectives on doit toujours favoriser:

- Les espèces de plus grandes valeurs;
- Les tiges les plus grandes et de la meilleure forme;
- Les rejets le mieux ancré – d'habitudes ceux qui sortent de la position le plus bas sur la souche;
- Des semis par rapport aux rejets des veilles souches qui ne rejettent plus vigoureusement.

Exploitation du bois mort. Partout, à Fanjahira, on trouve du bois mort par terre et, par endroit, des arbres morts sur pied. Ce bois mort présente, à la fois, un danger et une opportunité. Le danger est surtout lié au feu. C'est la combustion des bois morts, qui provoque une forte température tuant ou endommageant les arbres vivants. Les troncs morts accrochés aux troncs vivants sont les plus dangereux. D'un autre côté, le bois mort est une

ressource que l'on pourrait valoriser en le transformant en charbon de bois, ou à travers d'autres produits. Mais l'opportunité d'exploiter le bois mort est limitée dans le temps. En effet, si l'on n'agit pas rapidement, cette ressource risque d'être consommée par le feu ou gagnée par la pourriture.

L'exploitation du bois est un traitement sylvicole dans le sens où elle diminue les risques de dommage dû aux feux. Le bois mort sert surtout à faire le charbon de bois, mais il donne un charbon de moindre qualité par rapport au charbon fait avec le bois vert. L'opportunité d'exploiter ce bois mort sera fortement conditionnée par la possibilité de commercialiser ce charbon de bois de qualité inférieure.

Traitements sylvicoles par typologie de peuplement

Une ébauche de typologie des peuplements par rapport au type de traitement sylvicole à préconiser a été réalisée, en collaboration avec l'équipe de la SFF. Trois situations différentes, qui requièrent des traitements différents ont été identifiées.

Peuplements dépérissants. On trouve par endroit des peuplements à un stade avancé de dépérissement, souvent avec une canopée très ouverte, consécutive à la disparition de plusieurs arbres. Deux exemples de ce type ont pu être visités : la plantation de *camaldulensis* avec *citriodora* de l'autre côté du barrage, dans le terrain propre de la Station et le peuplement de *robusta* dans le terroir de Fenoarivo. Le facteur « feux » semble être à l'origine de la dégradation de ces deux plantations.

Une coupe à blanc de la strate supérieure des peuplements dépérissants est recommandée. Il vaut mieux le faire le plus tôt possible afin d'éviter des pertes additionnelles de bois. S'il s'y trouve une régénération naturelle, même partielle, il est possible de réaliser une coupe d'assainissement ou d'éclaircie simultanément.

Peuplements avec abondance de régénération La plupart des peuplements de la SFF sont composés d'un mélange de *camaldulensis* et de *citriodora*. La plupart sont caractérisées par une régénération naturelle d'âges et de dimensions différents et même par des arbres qui atteignent le niveau de la canopée. Le plus souvent, cette régénération est dominée par *citriodora*, mais il s'y trouve également du *camaldulensis*. Le traitement suivant est recommandé:

- Ouverture de 20 à 25 % de la canopée par une coupe d'assainissement, complétée par une coupe sélective par le bas (qui gardent les plus gros et les plus beaux arbres, lesquels sont toujours relativement vigoureux) ;
- Eclaircie de toutes les tiges de différents stades de développement pour favoriser les arbres d'avenir;

Peuplements sans régénération abondante. On trouve aussi des vieux peuplements sans ou avec très peu, de rajeunissement naturel par semis. En général, ce sont des peuplements d'*E. camaldulensis* purs. Ce sont probablement les plantations les plus susceptibles au chablis et au déracinement par le vent. Le traitement préconisé est le suivant :

- Ouverture 20 à 25 % de la canopée à travers une coupe d'assainissement complétée par une coupe sélective.
- Regarnissage avec des sauvageons de *citriodora* (à confirmer) issus des arbres plus. Sinon, on le fera avec des plants produits en pépinière ;

Divers

Diamètre minimum. Il ne faut plus appliquer le diamètre minimum de 40 cm tel qu'on l'a fait au début de l'exploitation, en 2000. Cette pratique se traduit par un écrémage des peuplements, ce qui va à l'encontre des principes d'une bonne sylviculture.

Conversion Le plan d'aménagement a préconisé la conversion systématique de certaines parcelles, surtout d'*E. robusta*. On a stipulé qu'on devrait même investir dans l'élimination de *robusta* – une tâche qui serait certainement très difficile et coûteux. Il est rarement facile de tuer un eucalyptus. Il vaut mieux parler de regarnissage des peuplements de *robusta* avec *citriodora* ou d'autres espèces. Lors des coupes sélectives, on peut toujours favoriser ces tiges introduites. Mais nous avons remarqué que les rejets de *robusta* sont souvent vigoureux et, quand ils sont serrés, de bonne forme. Il n'est pas évident que *citriodora* montre constamment une meilleure performance que le *robusta*.

Parcelles de démonstration. A court terme, la mise en exploitation de certaines parcelles longeant la route nationale, qui traverse la SFF, ou en d'autres points faciles d'accès est recommandée. Le traitement doit suivre les normes sylvicoles. Ces parcelles pourraient servir de parcelles de démonstration pour tout ceux qui passent par cette route. On devrait tenter de développer une parcelle de démonstration pour chacune des typologies présentées ci-dessus.

Suivi : Il faut que WWF suive de près l'application des normes techniques lors de la réouverture de l'exploitation. La première exploitation était mal partie, car réalisée sans respect des normes sylvicoles et techniques. Il ne faut plus que cela se reproduise.

Commercialisation des Produits

Recommandations Diverses

Apport d'expertise Toute la réussite des activités des associations et du Projet dépend des possibilités de commercialisation des produits de Fanjahira. Le projet n'a pas de personnel spécialisé en marketing/commercialisation/gestion de l'entreprise. Le projet doit chercher à trouver l'expertise requise dans ces domaines – que ce soit à travers des consultants, des

bureaux d'études ou des ONGs ou par le biais de nouveaux recrutement. L'élaboration d'un plan de marketing pourrait être une première étape.

Système de rémunération des travailleurs forestiers. Il faut savoir que l'exploitation de Fanjahira est une opération commerciale, donc régie par la loi de l'offre et de la demande. Les salaires des ouvriers doivent être calculés sur la base de ce qu'ils touchent dans le salariat agricole. Suivant donc le rendement moyen journalier et le prix pratiqué sur le marché, on devra fixer le salaire par unité de produit. Ce salaire par unité de produit doit être souple et révisable en fonction de l'évolution du marché.

Ouverture de points de ventes Une des principales options à étudier est l'ouverture d'un ou de points de ventes à Fort Dauphin, et éventuellement à Amboasary et Ambovombe. Notre analyse sommaire du marché des produits en bois à Fort Dauphin a démontré son faible développement et structuration. Nous pensons que l'ouverture d'un point de vente à Fort Dauphin pourrait être, stratégiquement, très important pour la commercialisation des produits de la Fanjahira, mais nous ne sommes pas des spécialistes en la matière. C'est à la fois une question du bien fondé de cette idée et de capacité de gestion d'un tel point de vente. Il semble qu'il serait une très bonne initiative pour l'Union de l'entreprendre, mais l'Union n'a encore aucune capacité institutionnelle.

Le projet a déjà pris contact avec la mairie, laquelle a proposé un terrain, aux fins de concrétiser cette proposition. Le site se trouve en plein centre ville, ce qui représente une excellente localisation pour un point de vente. Brièvement, les facteurs à prendre en compte pour ouvrir un point de vente sont les suivants:

- Infrastructure (à construire avec la gamme de produits et d'espèces de la SFF):
 - Clôture;
 - Hangars;
 - Maison de gardien et/ou du gérant;
 - Petit bureau
- Personnel:
 - Gérant
 - Gardien?
- Système comptable
- Système de contrôle/gestion du stock

- Système d’approvisionnement
- Promotion des nouveaux produits ;

Promotion des nouveaux produits Mis à part les bois de sciages, les produits d’Eucalyptus sont relativement peu connus sur le marché de Fort Dauphin. La promotion des nouveaux produits doit aussi figurer dans la stratégie de marketing à développer. Parmi les nouveaux produits à promouvoir, on peut citer les suivants :

- Le charbon de bois d’eucalyptus, en premier lieu ;
- Tous les petits bois ronds – gaulettes et perches ;
- Les planches et bois sciés, inférieurs à quatre mètres de long ;
- Les dosses ;
- Des produits déjà transformés, comme des mortiers, des planches à découper, etc.

D’autres produits, pas tout à fait nouveaux, à développer, sont les poteaux téléphoniques et les lignes de transmission fabriqués avec *E. citriodora*. Autrefois, le JIRAMA exploitait des poteaux de 9 à 12 mètre à Fanjahira suivant des accords flous avec les Eaux et Forêts. Récemment, le JIRAMA a offert aux associations un prix dérisoire pour des poteaux. Depuis, il importe des poteaux de Fianarantsoa.

Priorité sur le charbon de bois Le rythme d’exploitation future de Fanjahira serait fortement conditionné par la possibilité de commercialisation du charbon de bois d’Eucalyptus. La possibilité de faire les coupes d’assainissement dépendra largement de la possibilité de vente du charbon de bois. Le plan de marketing devrait prioriser le charbon de bois. De l’autre côté, on devrait développer une bonne collaboration avec le MEF afin qu’il agisse sur la diminution de l’offre du charbon de bois de la forêt épineuse et de la forêt littorale. Cela pourrait comprendre:

- La répression de la production, transport et vente illicite ;
- La diminution et l’éventuelle élimination de livraison des permis d’exploitation forestière pour la production du charbon dans les forêts naturelles non-aménagées. Le président du CRD nous a informé que, depuis un certain temps, le Chef de Cantonement d’Amboasary ne livre plus des permis d’exploitation réguliers mais plutôt des permis «provisaires» qui n’exigent même pas de paiement de redevances.
- L’augmentation des redevances et ristournes sur le charbon de bois issu des forêts non-aménagées.

Responsabilisation des associations et de l'union D'ici la fin du projet, les associations et l'union doivent maîtriser la commercialisation de leurs produits. Le projet doit tout mettre en œuvre pour les responsabiliser et renforcer leur capacité dans ce domaine.

Alternatives sur les modes de transport Le transport est un des facteurs le plus important dans la commercialisation des produits de la forêt. Pour le moment, le projet assure directement le transport de la plupart des produits avec le camion du WWF. On doit chercher à diversifier les modes de transport utilisés pour la commercialisation des produits de la Fanjahira. D'ici la fin du projet, les associations et l'Union ne doivent plus dépendre du camion du WWF. Le projet doit les aider à identifier et à tester d'autres modes de transport alternatives.

Le transport des produits vers Fort Dauphin sur la route goudronnée est relativement facile parce que la plupart des biens transportés sur cette route vont vers l'ouest. Les camionneurs rentrent vides ou partiellement chargés et cherchent d'autres produits à transporter vers Fort Dauphin. Alors, deux possibilités se présentent – le transport direct de la SFF à Fort Dauphin, ou bien le transport de la SFF à un lieu de stockage au bord de la route goudronnée, relayé par camion, de ce point à Fort Dauphin. On a identifié trois modes de transport potentiel qui permettraient à l'union et/ou les associations ou les commerçants d'assurer le transport de leurs produits jusqu'au goudron.

- Charrette attelée
- Voie fluviale
- Bicyclette

Les bicyclettes et les charrettes auraient surtout un potentiel pour le transport du charbon de bois. Ils sont utilisés pour cela à travers l'Afrique. Ils pourraient transporter les produits jusqu'au goudron ou, jusqu'à Fort Dauphin. Le modèle de charrette utilisé dans la région est petit et n'est pas bien adapté au transport d'un bien relativement léger mais volumineux comme le charbon. Le chauffeur de la CIREF est aussi un artisan qui fabrique des charrettes (la CIREF n'a pas de véhicule). Il affirme qu'il pourrait proposer un modèle plus adapté au transport de charbon de bois.

La route nationale qui travers la SFF est traversée par le fleuve Andriambe aux abords de la SFF. Ce fleuve est navigable par pirogue entre la limite sud de Fanjahira et le grand pont sur la route goudronnée. Toutes les gammes de produit de la Fanjahira sont potentiellement transportables sur le fleuve – par pirogue or par radeau. On pourrait construire des radeaux avec un fond de planches posé perpendiculairement sur trois pirogues ou sur de grandes chambres à air de camion. Des sacs de charbons pourraient être empilés sur ces radeaux, facilement démontables.

A terme, l'Union pourrait envisager d'acquérir son propre camion.

Minimiser les ventes à crédit A l'avenir, il faut chercher à minimiser les ventes à crédit. Le problème se pose surtout avec le charbon de bois ; problème lié à la difficulté de percée du marché par ce produit relativement nouveau et inconnu. On propose les mesures suivantes:

- Le projet aide l'union et les associations à tenter de recouvrer les crédits qui sont toujours non-payés ;
- Qu'on aide l'Union à établir et à communiquer à toutes les associations la liste des mauvais payeurs;
- Pour les futures ventes à crédit, les associations devront exiger un paiement partiel et substantiel et établir des contrats avec les acheteurs ;

Définition des rôles Le projet doit aider les associations et l'Union à définir leurs rôles respectifs dans la mise en place du circuit commercial.

Recommandations sur le Projet de Financement de Tany Meva

Proposition. Les associations étaient confrontées au problème de manque de fond de roulement pendant l'exploitation en 2000. Leur plus grand problème est le paiement des ouvriers/bûcherons avant la vente des produits. L'idée s'est développée parmi d'autres partenaires de MIRAY comme quoi, l'on devrait chercher un financement de Tany Meva (sous forme d'un don?) pour la création d'un «revolving fund» auprès de l'Union. L'Union donnerait des prêts aux associations. On parle d'un fonds de plusieurs dizaines de millions de FMG.

Tany Meva doit faire des études de faisabilité. Ce n'est qu'après notre arrivée à Fort Dauphin qu'on a appris que deux équipes mandatées par Tany Méva devaient arriver quelques jours après nous. Le WWF n'a jamais vu leurs TDR, ce qui dénote un manque de coordination/communication pour une activité importante par rapport à l'avenir du Projet. Une équipe analyse les capacités socio-organisationnelle de l'union et des associations. L'autre fait une étude financière sur les coûts de revient et les conditions du marché. On peut espérer que la deuxième étude, surtout, va contribuer à la réalisation d'une partie des actions recommandées en 2.3.2.1.

Avantages et risques potentiels. Le projet de Tany Meva présente, à la fois, des grands avantages potentiels et des grands risques. Le risque est facile à analyser. On vient de créer l'Union. Jusqu'à maintenant elle n'a pratiquement rien fait. Elle n'a aucune capacité institutionnelle – surtout pour gérer un système de crédit et d'épargne. Evidemment, les mesures d'accompagnement d'un financement pour une telle structure devraient être très bien définies, consistantes et très strictes.

Hormis la question de capacité, les axes nécessitant des investissements sont nombreux. On peut citer :

- La constitution de fond de roulement au niveau des associations pour le paiement à la tâche des bûcherons et main d'œuvres;
- L'investissement par les associations et/ou l'Union dans des lieux de séchage et de stockage;
- L'investissement en moyens de transport (bicyclette, charrette attelée, pirogues);
- L'investissement en points de ventes et l'approvisionnement initiale des points de ventes (voir 2.3.2.1.);
- L'achat de matériaux supplémentaires (scies de long, scies passe partout, etc.)

Recommandation En résumé, les risques et les avantages potentiels de ce projet de financement sont grands pour l'Union, pour les associations et pour le WWF. L'octroi du financement est hors du contrôle de WWF. Nous proposons que les hauts responsables de WWF prennent contact avec les administrateurs de Tany Meva afin de développer une collaboration pour assurer que le financement éventuel s'accompagne de toutes les mesures nécessaires.

Répartition des Revenus Issus de la Vente des Produits

Les associations doivent planifier ou budgétiser la répartition de leurs recettes afin de couvrir toutes les catégories de dépenses nécessaires. On propose les catégories suivantes :

Paiement des bûcherons D'habitude, les bûcherons exigent leur paiement dès que leurs produits sont livrés à l'association. Chaque association doit avoir un fond de roulement pour le paiement de bûcherons. Ce fond doit être réalimenté à partir des recettes de la vente de leurs produits. Une association, qui n'est pas contrainte à la vente immédiate de ses produits, est en position de négocier les meilleurs prix/conditions de vente.

Redevances et taxes Jusqu'à maintenant, les associations sont dans l'obligation de payer des redevances forestières et des ristournes communales. En principe, les redevances forestières doivent être versées dans le fonds forestier national (FFN).

Fonds d'aménagement Les associations sont responsables de la réalisation des travaux d'aménagement forestier des peuplements dans leurs terroirs. Ces travaux doivent être payés à partir de leurs recettes. Il faut que chaque association alloue un budget aux fins de créer un fond d'aménagement. On peut citer les rubriques suivantes, parmi les catégories de dépenses à prévoir:

- Travaux sylvicoles (regarnissage, repiquage de sauvageons);
- Entretien des pistes et layons ; peut- être des pare-feux;
- Ouverture des layons autour des lots à exploiter;
- Conduite des pépinières;
- Paiement des chefs de chantier et d'autres (comme un comptable.)
- Eventuellement, la délimitation et le martelage des parcelles à exploiter.

Fonds d'investissement Parmi les opportunités d'investissement d'une association, on peut citer les suivantes:

- Lieux de séchage et de stockage ;
- Moyens de transport ;
- Matériaux d'exploitation (scies, bœufs avec chaînes, etc. pour le débardage par traction animale, ...)
- **Participation à l'union** Si on veut faire fonctionner l'Union, et si on veut que l'Union rende des prestations de services aux associations, il faut que ces dernières contribuent au financement et au fonctionnement de l'Union. La forme et le barème des contributions doivent être l'objet de réflexions/négociations. Chaque association doit faire des prévisions budgétaires pour leur contribution.

Fonds communautaires Les peuplements du terroir doivent être considérés comme un bien communautaire qui rapporte des bénéfices à la communauté entière – même pour les membres qui ne participent pas à l'exploitation forestière. Une partie des recettes doivent revenir à la communauté. En principe, la communauté doit être complètement libre de décider, quant à l'utilisation du fond communautaire.

Possibilité de contribuer au financement de la CIREF et/ou la SFF. Cette idée sera développée dans le Chapitre IV.

Il est évident qu'une telle budgétisation posera un grand défi pour les associations. Le plus simple serait, peut être, de fixer un pourcentage des recettes pour chaque rubrique et de les réajuster périodiquement. On devrait analyser l'opportunité pour les associations de rémunérer leur comptable. Le Projet doit fortement appuyer le renforcement de la capacité des associations de développer et à maîtriser des systèmes comptables qui répondent à leurs besoins et qui sont à leur portée.

Aspect Socio-organisationnel

Le bénévolat Nous recommandons d'encourager les associations, sinon à supprimer, du moins à minimiser le recours au bénévolat. En effet, l'association prend trop de risques si elle dépend des bénévoles pour assurer des services/prestations/fonctions essentiels. On peut citer les exemples suivants.

- *Chef de chantier.* C'est une fonction essentielle, sur laquelle le contrôle du respect des cahiers de charge est basé. A l'avenir, on ne doit permettre à une association d'entreprendre l'exploitation forestière sans la tenue du cahier de chantier en bonne et due forme. L'expérience des chefs de chantiers bénévoles en 2000 a carrément échoué.
- *Ouverture des layons* Les cahiers de charge exigent l'ouverture et entretien des layons autour des lots ouverts à l'exploitation.
- *Conduite des pépinières*
- *Travaux sylvicoles*

Stratégie de désengagement

Objectif de prise en charge Il faut que toutes les fonctions assurées par le personnel et les moyens du projet soient pris en charge par d'autres instances avant la fin du Projet. Sinon, on risque de perdre tous les acquis. La plupart de ces fonctions doivent être prise en charge par l'Union et les associations. Ils doivent, soit développer leur propre capacité, soit prévoir un budget afin de pouvoir payer des prestations de service fournies par des tiers. Sauf pour les fonctions de suivi et de supervision, on doit tenter de minimiser la dépendance des associations vis-à-vis du MEF.

Stratégie de désengagement Afin de réaliser cet objectif ambitieux, le Projet doit, dans un prochain avenir, élaborer une stratégie de responsabilisation progressive des associations et de l'Union, et de désengagement du Projet. On doit identifier avec les communautés des fonctions essentielles qui resteront à la fin de projet et élaborer des stratégies pour la prise en charge progressive de chaque fonction. Les prestations de service doivent être budgétisées par les associations et l'Union avant la fin du Projet. Le temps est court.

Renforcement des capacités

La clé de voûte de la réussite de la gestion communautaire est le renforcement des capacités des structures communautaires. Le Projet doit investir en matière de formation afin de les rendre compétentes et à même d'assumer leurs responsabilités. Les capacités clés à développer incluent les thèmes suivants :

- Planification;
- Comptabilité ;
- Gestion de l'entreprise/marketing/commercialisation.
- Gestion et exploitation forestière

Transparences dans la tenue des comptes

L'aménagement forestier et l'exploitation forestière pourraient générer des bénéfices qui pourraient changer la vie des villageois concernés. Mais la rentrée d'argent dans les caisses créent également des suspicions, des jalousies et des conflits. Le Projet doit prendre des mesures pour contrer ces tendances naturelles en assurant la transparence dans la tenue des comptes. Une suggestion c'est qu'un agent du projet soit désigné pour faciliter les réunions d'inspection ouverte des comptes pour chaque association suivant un calendrier préétabli. Chaque réunion sera ouverte à tous les membres de l'association concernée. A chaque réunion, le système de comptabilité sera réexpliqué ; la situation des comptes sera présentée aux membres par le trésorier et l'assistance sera invitée à poser toutes les questions de clarification voulues.

Les fokontany et les associations

Les associations sont composées des membres des communautés qui détiennent des droits traditionnels des terroirs sur lesquels le service forestier colonial a établi les plantations d'eucalyptus. Le fokontany est une entité administrative, dont les limites géographiques ne coïncident pas toujours avec ceux du terroir de l'association. Il est très important que le personnel du Projet reconnaisse cette distinction et continue à travailler avec les associations.

Nouveaux Plans d'Aménagement par Terroir

A refaire par terroir Vu les défaillances du PA actuel, il faut le refaire avant la fin du Projet. Le PA actuel est un plan pour la SFF entière. Il y a un consensus général, auquel adhère les deux auteurs de ce rapport , que chaque association doit disposer de son propre PA, lequel fera partie du contrat entre le MEF et l'association.

Echéances L'élaboration des nouveaux PA ne doit pas être la première priorité. Il est beaucoup plus important de maîtriser le système d'exploitation d'abord et de mettre le système de commercialisation sur les bons rails avant de faire des nouveaux PA.

Terroir test La méthodologie d'élaboration des PA, sur l'ensemble des terroirs, devrait découler des conclusions d'une première expérience, à entreprendre avec une association-test.

Implication des communautés Les communautés doivent être étroitement impliquées dans l'élaboration des nouveaux plans. Avec toute l'expérience qu'on espère les voir acquérir d'ici

deux ans environ, les communautés auront certainement des contributions positives à faire. Et leur implication est essentielle pour qu'elles se sentent «propriétaires » des nouveaux plans.

Plan général A l'issu de l'élaboration des PA par terroir, il faut analyser le besoin et l'opportunité de faire un plan général pour la SFF entière. Un tel plan devrait être très différent des PA du terroir. Le PA global doit traiter des questions qui dépassent les possibilités de chaque association ou qui peuvent être résolues de façon plus efficace au niveau global. Il pourrait traiter surtout des fonctions qui pourraient être prises en charge par l'Union – tel que l'entretien de réseau des pistes forestières qui recourent plusieurs terroirs, la formation, la prestation de service (martelage, par exemple).

Conditions Prérequisés pour la Reprise de l'Exploitation

WWF doit tout faire pour assurer la reprise de l'exploitation dans les meilleures conditions. Les mesures suivantes sont proposées :

Reconnaissance de dette Il s'agit des redevances forestières non-payés par les associations. Les investigations à ce niveau sont déjà bien avancées. On établira également un calendrier de recouvrement. La CIREF est les associations sont les premiers concernés dans ce planning.

Contenus des documents divers. Il faut que le MEF, le Projet et les associations se mettent d'accord sur le contenu précise des cahiers de chantiers, des laissez-passer, des documents comptables, etc. Il faut éviter que ces documents soient inutilement compliqués.

Rectification des cahiers de charges Il y a des éléments dans les cahiers de charges généraux et spécifiques qui doivent être refaits avant la réouverture de l'exploitation. On doit chercher à garder ces documents aussi simples que possibles. Il faut qu'ils soient conformes aux traitements sylvicoles nouvellement définis. Il faut qu'on revoit les questions de redevances et le financement du CIREF et de la Station prévues stipulées dans ces clauses (voir nos idées sur La fiscalité, in Chapitre IV).

Non-respect des clauses Il faut que les trois parties se mettent d'accord sur les mesures à prendre en cas de non-respect des clauses par les associations. La répartition des rôles et responsabilités entre MEF et le Projet dans la supervision de la conduite de l'exploitation doit être bien définie. On propose les principes suivants.

- Les mesures doivent être échelonnées et proportionnelles aux actes. La fermeture de l'exploitation globale doit être le dernier recours.
- On devrait agir par association et ne pas appliquer des mesures généralisées sur l'ensemble des associations ;
- On devrait responsabiliser le Chef station pour la supervision quotidienne.

- C'est toujours l'association qui doit être tenue responsable et non les bûcherons ou les groupes d'exploitants ;

Révision des attributions . Il faut que le WWF revise les attributions de la structure d'encadrement, concernant, principalement, ses rôles et responsabilités après la réouverture de l'exploitation.

Transparence Il faut insister sur la transparence à tous les niveaux.

III. Tsitongambarika II

Présentation générale

Objectifs de la mission En gros, les objectifs de la mission se résument comme suit:

- Faire un diagnostic de Tsitongambarika II pour identifier les différences et similitudes clés avec Tsitongambarika I ;
- Analyser la possibilité d'appliquer la même approche que celui employé par le Projet CAF à Tsitongambarika I ;
- Dans la mesure où des modifications de l'approche CAF s'avèrent nécessaires, développer des propositions stratégiques adaptées aux conditions particulières de Tsitongambarika II.

Sur les 2 forêts classées, situées sur la chaîne Anosyenne, Tsitongambarika II est celle qui se trouve au Nord. Elle est reliée au Parc national d'Andohahela dans sa partie Sud-Est par le col de Manangotry et séparée de celui-ci par la vallée de Ranomafana dans sa partie Nord.

Tsitongambarika II est une forêt dense humide de basse altitude dans sa majorité avec une partie de moyenne altitude aux environs de sa jonction avec le parc d'Andohahela par le col de Manangotry. Elle longe la côte Est depuis la ville de Fort-Dauphin. Les limites officielles de l'ensemble couvrent quelque 49'000 ha. Les limites de la forêt classée ne sont pas nettes sur le terrain pour deux raisons :

- Soit que la forêt s'est décrochée de la limite à cause du tavy
- Soit que les plantations d'eucalyptus, servant de limite sur le côté ouest, n'ont pas réussi

Lors de la descente sur le terrain, on a pu remarquer par endroit, que les plantations de lignes d'eucalyptus servant de limite se sont développées en de véritables peuplements à cause des semis naturels, issus des francs pieds.

La partie Sud, appelée Tsitongambarika I, est en cours d'aménagement par le projet CAF du WWF, en vue d'une gestion participative de la forêt. Le projet offre trois alternatives de gestion : - la conservation pure, - l'exercice du droit d'usage, - l'exploitation durable à des fins commerciales. Cette partie I couvre quelque 20'000 ha, et est divisée en 40 terroirs villageois. L'option majoritairement retenue par les villageois reste l'exploitation à des fins commerciales. Dans l'ensemble, cette partie est plus proche de la ville de Fort-Dauphin et est bien desservie par la piste de Ramonaient à l'Ouest et la piste vers Mahatalaky à l'Est.

La partie II, couverte par le présent projet objet de la mission, s'étend sur 29'000ha suivant un axe Nord-Est/Sud-ouest et se trouve au Nord de Tsitongambarika I. Cette forêt est cernée par cinq communes dont deux du côté Est et trois autres du côté Ouest. La carte du couvert forestier, tirée de l'image satellite de 1999, montre deux aspects distincts de la forêt.

Du côté Est donnant sur la mer, on constate un grand recul de la forêt, très intense dans le Nord, où le corridor était sur le point d'être fragmenté, en face du village de Volobe en 1999. Il se peut qu'il ait été coupé depuis. A cet endroit et ses environs, le tavy atteint déjà la crête. Ce recul est nettement moins prononcé dans la partie Sud où le corridor est aussi plus large ;

Du côté Ouest, la limite de la forêt semble plus stable mais avec des différences entre le Nord et le Sud. Sur la moitié Nord, il y a un recul net, mais moins important que sur la côte Est. Sur la moitié sud de la côte Ouest, la limite de la forêt est relativement très stable.

D'une manière générale, il reste un grand bloc de forêt dans la moitié Sud-ouest de la réserve, la moitié Nord-est est très touchée par le tavy et les tavyistes sont déjà sur la crête du versant Est par endroit.

Du point de vue écologique, Tsitongambarika II semble avoir les mêmes caractéristiques globales que Tsitongambarika I. La particularité de cette forêt est son accès beaucoup plus difficile, car les deux pistes qui l'encadrent s'éloignent de ses limites, juste à partir de sa division avec la partie I. Rares sont les études qui y ont été faites. Les documents disponibles sont : Proposition d'aménagement de la forêt classée de Tsitongambarika (Roy HAGEN en 1991) ; Conservation-based forest management in the Tsitongambarika forest to reduce pressure on the Andohahela natural reserve, Madagascar (Pierre O ; BERNER, 1994) ; Aménagement forestier villageois dans la forêt classée de Tsitongambarika, Sud-Est de Madagascar (Pierre O ; BERNER, 1995) ; mais ces trois documents étudient l'ensemble du massif et ne sont pas spécifiques de la partie Nord.

Méthodologie

Le temps imparti pour l'étude de Tsitongambarika II est de quatre jours seulement. Pour le valoriser au mieux, la prospection a été divisée en deux périodes:

- Les deux premiers jours, on est parti de Fort-Dauphin vers la partie Est. L'équipe, composée du consultant, du PO forêts, du Directeur technique, du Chef CIREF et d'un APN a quitté Fort-Dauphin en direction de Mandena pour rejoindre par voiture le village de Iabakoho, chef lieu de la Commune située à l'Est de la limite Nord-Est de la forêt classée. De là, l'équipe était allée à pied en essayant de suivre un itinéraire dans la forêt ou le plus proche de celle-ci. On est successivement passé par les villages de Ianakony, Eforo, Esinda, puis on a campé dans le hameau de Volobe. Deux entretiens, avec les gens du village et les autorités, ont eu lieu, le soir et le lendemain matin. Le deuxième jour, on a quitté Volobe pour passer dans les villages

d'Analamasy et d'Andramanaka, où on s'est entretenu avec les gens du village. Après le repas du midi, le déplacement vers Tsanoriha et Mahatalaky, où la voiture nous attendait, a continué.

- Pour la partie Ouest, on était parti de Fort-Dauphin en empruntant la piste Soanierana – Ranomafana. On a marqué un arrêt à Fenoevo, Chef lieu de commune, puis on a visité le village de Beseva au Sud-est de Fenoevo. Beseva est construit au pied de la forêt et bénéficie de l'accès le plus facile parmi tous les villages de la côte Ouest. Une réunion a eu lieu avec les villageois. On voulait directement continuer au Nord sur Fenoandalana et Ambahatsy, mais le temps ne nous l'a pas permis. Le lendemain, on était allé dans ces deux villages sans pouvoir rencontrer personnes, étant donné que les hommes sont occupés dans les rizières. Toutefois, de nouveaux renseignements ont pu être collectés durant cette visite.
- Enfin, nous nous sommes dirigées vers Ranomafana pour rencontrer George Sleimann, Conseiller à l'Assemblée, et le Père Martin, qui nous a fourni de précieux renseignements ;
- La partie Sud-Est, entre Analalava et Ambazaha, n'a pu être visité, alors qu'il semble que le défrichement y soit moins intense par rapport à la partie Nord. Une étude plus détaillée de cette partie éclairerait mieux les responsables du projet dans la recherche de la stratégie à adopter.

Une séance de restitution a été donnée à l'équipe de terrain à Fort-Dauphin avant notre départ pour Tana.

Diagnostic de la forêt classée de Tsitongambarika II

L'occupation humaine. Les Tanosy, qui sont les autochtones, sont des gens qui vivent principalement de la riziculture irriguée et de quelques cultures sèches. La vallée de Ranomafana du Sud, une des plus larges de la région, a connu la plus ancienne implantation. Une migration de groupe de Betsileo apporté par les premiers missionnaires a renforcé cette civilisation axée sur la mise en valeur des bas-fonds, les Betsileo étant des fins techniciens dans l'aménagement des rizières en terrasse. Actuellement, les Tanosy continuent à aménager des rizières en terrasse dans les petites vallées de la lisière de la forêt.

Les tanety de la vallée de Ranomafana semblent plus fertiles par rapport aux tanety de la partie Est qui ne portent qu'un maigre pâturage. La migration des Tavaratra dans cette partie est un phénomène beaucoup plus récent. Sur le coté Est, suite à une forte migration des Tavaratra, c'est-à-dire des gens qui viennent du Nord (Anteisaka de Vangaindrano et de Midongy) et qui ont dans leur culture la pratique du tavy, celle-ci s'y est opérée depuis des années très reculées.

Ils se sont surtout installées dans la partie Nord-Est. autour de Ianakony, de Volobe jusqu'à Mahatalaky. Ils vivent presque exclusivement du tavy. Il s'agit d'une culture sur brûlis, pour la production de riz, mais surtout de manioc. La culture de la canne à sucre prolifère dans cette partie, car c'est la base de la fabrication du « Pingo », le rhum local qui approvisionne toute la zone du Sud-Ouest de Fort-Dauphin. C'est d'ailleurs le principal source d'argent pour la population qui vit du tavy.

Ce mélange entre autochtone et migrant a eu de répercussions sur la gestion des ressources et notamment forestière :

- Par endroit, les autochtones se sont mis au tavy depuis une dizaine d'années. C'est le cas des villages à l'Est de Ranomafana.. Un APN nous a dit que les autochtones, se rendant compte que les migrants étaient en train de s'accaparer des droits fonciers sur les versants qu'ils défrichaient, se sont mis au tavy pour avoir leur partie aussi. C'est une hypothèse à vérifier ;
- Les migrants ont commencé à pratiquer la riziculture irriguée, mais il ne reste plus que les étroites vallées et les zones où la maîtrise de l'eau est difficile
- Les bas-fonds ne sont pas extensibles alors que la population augmente, quand l'aménagement des rizières en terrasse n'est plus possible ou n'est pas une pratique locale, la population migrante et même autochtone se mettent au tavy. Le tavy est donc la principale cause de la déforestation dans la zone.

Comme pour tout malgache, le zébu joue un rôle très important dans la société. Dans la région, c'est à la fois un signe de richesse (forme d'épargne) et un outil de travail surtout pour la riziculture. Toutes les cérémonies sont marquées par le sacrifice d'un ou de plusieurs zébus. L'élevage reste très extensif, ce qui explique les feux incontrôlés qui parcourent annuellement de très vastes superficies de tanety pour le renouvellement de pâturage. Ces feux incontrôlés entraînent une dégradation des tanety , les rendant presque incultes. Ces derniers temps, des feux de forêts sont remarqués en lisière et même en pleine forêt. Les boeufs sont assez rares sur le côté Est et beaucoup plus nombreux sur le côté Ouest.

L'avancée du tavy dans la partie Est fait que les villages rentrent de plus en plus à l'intérieur de la forêt. Du côté Ouest, la conversion des tanety en terrains de culture permanente est beaucoup plus marquée(même loin des villages, manioc surtout)

Autour des villages sur le côté Est, un début d'occupation des terres pour des cultures pérennes se constate. Les bas-fonds aménageables en rizière sont exploités, mais la maîtrise de l'eau est le principal facteur limitant.

Si les tendances actuelles continuent, selon notre estimation, d'ici trente ans, il n'y aura plus de forêt dans la partie Nord de Tsitongambarika II. La pression démographique sera de plus

en plus forte, car la population est très jeune. Cela va entraîner un flux migratoire important vers la partie Sud et la partie Ouest.

Si aucune action n'est entreprise pour arrêter cette hémorragie, le problème ne restera pas tout simplement un problème forestier ou agricole, mais ce serait plutôt un problème social au niveau régional. A part ce risque de mouvement interne de la population, l'immigration des Tavaratra continue toujours.

Sur le plan législatif, la forêt de Tsitongambarika est une forêt classée. De part ce statut, aucune occupation humaine n'est permise dans la forêt et encore moins la pratique du tavy. La nouvelle politique forestière prévoit le transfert de gestion à la population mais cela pose un problème concernant la stratégie de la population sur l'occupation de la forêt.

Du côté Est et surtout Nord-Est, entre Ianakony et Analalava c'est le défrichement par le tavy (occupation temporelle) qui prédomine ;

Du côté Ouest, outre la pratique du tavy qui n'est pas très répandue, c'est la transformation de la forêt en rizières en terrasses là où l'irrigation est possible, et la culture de caféier sous forêt sur une bande de 500m à partir de la bordure, qui commencent à gagner du terrain. On les a surtout remarqué à Fenoandala et Ambahatsy. Ces deux dernières sont des occupations permanentes. Cela suppose de bien raisonner la stratégie à adopter pour le transfert de gestion dans de pareil cas. Car il y a une certaine catégorie de gens qui accapare une bonne partie de la ressource.

La stratégie de gestion à mettre en place devrait tenir compte de ces faits et doit prévoir un système transparent sur les dispositions à prendre pour ces cas de transformation de la forêt.

La dynamique régionale. La région de l'Anosy connaît ces dix dernières années une dynamique assez remarquable. Il y a l'implantation probable du QMM qui va exploiter l'ilménite sur 3 sites du littoral de la région de Fort-Dauphin. Les conditions imposées pour le respect de l'environnement pousse le QMM à faire des recherches sur la préservation de la forêt littorale, sa reconstitution après exploitation, de développer d'autres activités telle que l'écotourisme. Le projet pourrait, peut être, profiter de l'exploitation des résultats de recherche du QMM pour la restauration des anciens tavy ou des vastes tanety incultes autour de Tsitongambarika.

La mise en place du CRD ou comité régional de développement, qui est une structure régionale de concertation et de planification est un facteur très important. La nouvelle politique de décentralisation pourra donner plus de poids à la compétence de ce comité. Il regroupe les opérateurs, les politiques et les services étatiques de la région pour le développement d'un schéma de développement régional. Les 38 communes de la région mettront en place une Cellule Communale de Développement qui va élaborer un plan de développement communal.

Le FED, financé par l'Union Européenne a une antenne à Fort-Dauphin. Il est actif dans les projets de réhabilitation des pistes ruraux, de la construction de barrages et l'adduction d'eau. La piste de Ranomafana vient d'être réhabilitée par ce projet, des barrages et des adductions d'eaux sont en cours le long de cet axe.

Un lien entre l'activité de ce projet et la gestion de Tsitongambarika est évidente pour les forestiers mais pas nécessairement pour les autres techniciens et surtout pour les paysans. Le captage des eaux pour l'irrigation et l'eau potable se font uniquement dans cette forêt. Le recul ou la dégradation de cette forêt aura donc des répercussions directes sur la durabilité des ouvrages comme le barrage et la route elle-même.

Cette forêt de Tsitongambarika est un grand château d'eau pour toute la zone. Dans Tsitongambarika I, le bassin versant de Lakandava qui alimente en eau potable la ville de Fort-Dauphin, les responsables ont pu constater une baisse de production d'eau de l'ordre de 3 à 4% par année, à cause de la déforestation progressive du bassin versant.

Par conséquent, la partie Nord de Tsitongambarika II, qui est fortement attaquée par les défrichements connaîtra un changement du régime hydrique plus important si des dispositions ne seront pas prises.

Le désenclavement de la zone Est et la construction de petits barrages dans les vallées forestières, aideront la population à réduire leurs dépendances vis-à-vis de la forêt par le système de tavy. Cela pourrait développer de nouvelles opportunités pour d'autres activités lucratives, comme l'exploitation forestière.

Si on ne parle que de l'ouverture de la piste vers Ranomafana, on constate déjà un grand changement. L'échange intense par transport à dos d'homme entre Mahatalaky à l'Est et Ranomafana a diminué au profit du transport par taxi-brousse par la piste réhabilitée. Les planches de pin venant de Fianarantsoa arrivent dans la région par la nouvelle piste. Il sera donc possible à l'avenir que la région évacue des produits forestiers vers Fort-Dauphin et d'autres destinations.

Intérêt écologique. Du point de vue écologique, cette région de l'extrême Sud-Est est d'un intérêt biologique très important. Sur une distance de 50km dans une direction Est-Ouest, on trouve 5 écosystèmes forestiers différents. Il y a donc un intérêt biologique et scientifique sur la faune et la flore qu'offre cette biodiversité. La zone a en même temps plusieurs potentiels économiques. Il ne faut donc pas que ces intérêts économiques dégradent cet environnement unique. Cela est à l'origine de l'implantation de plusieurs organismes œuvrant dans l'environnement dans la zone. La forêt classée de Tsitongambarika représente la forêt dense humide de l'Est et constitue le bout de la chaîne de cette formation.

Gestion forestière. L'accès libre à la ressource forestière est à l'origine de toutes ces dégradations. L'ancienne politique forestière ne permettait pas aux riverains de se

responsabiliser quant à la gestion de leur ressources. Les agents forestiers qui sont chargés de faire respecter la législation dans ces forêts ne sont pas suffisants ou sont défaillants et laissent l'accès libre.

Aucune forme de gestion forestière n'existe dans la région. La forêt est toujours considérée comme une réserve de terre. Les premiers venus occupent les bas-fonds en contrebas, les migrants, n'ayant pas d'alternative, défrichent la forêt et ainsi de suite. Les paysans sont des agriculteurs, la création d'activités d'exploitation, dans les zones où c'est possible, diminuerait la pression par le tavy et entraînerait un intérêt pour conserver la forêt.

La nouvelle politique forestière, qui donne l'opportunité aux populations locales de gérer leurs ressources forestières, est encore très mal perçue des gens. Si on regarde l'intérêt que les paysans de la région du moins dans la vallée de Ranomafana porte à la riziculture, la conservation pure des forêts pourrait être une alternative. Cela réglerait déjà l'accès et préserverait la forêt des assauts des migrants. La situation risque de beaucoup évoluer ultérieurement. Au fur et à mesure que les riverains sont conscients, d'autres formes de valorisation de la forêt apparaîtront.

Recommandations sur les Stratégies à Adopter

L'objectif principal visé par le projet est la conservation de la forêt de Tsitongambarika II. On considère ici deux questions clés:

- Où est-ce que le projet doit intervenir ?
- Comment ? Quelles stratégies employer afin d'assurer la conservation ?

Options Géographiques

Commençons d'abord par la première question. Dans le § 3.2, on a vu que Tsitongambarika est déjà effectivement coupé en deux entre Ranomafana et Volobe. La situation à ce niveau est catastrophique – les tavyistes avancent des deux côtés et, actuellement, ils s'attaquent à la crête. Il n'y a pratiquement rien que le Projet seul pourrait faire pour sauver ce qui reste de cette partie de la forêt. *On recommande fortement que le Projet ne tente pas d'intervenir seul à ce niveau.* (On reviendra sur la possibilité d'une approche en partenariat plus tard.)

Il reste le grand bloc de forêt de la moitié sud-ouest de Tsitongambarika. Il y a un autre bloc beaucoup plus petit (si on ne regarde que la partie incluse dans la forêt classée) dans l'extrême Nord. Ces deux blocs nous laissent deux options. Une première comparaison de ces deux blocs donne les arguments suivants pour intervenir en priorité sur la moitié Sud-Ouest :

- La partie Sud-Ouest de ce bloc fait le pont entre le Parc Nationale d'Andohahela et Tsitongambarika I. Il sera très important d'éviter la fragmentation de cet ensemble.

- Andohahela et Tsitongambarika bénéficient déjà des interventions de l'ANGAP et du Projet CAF. L'intervention du Projet pourrait compléter la prise en charge de cet ensemble.
- La forêt de l'extrême nord n'est qu'une partie d'un plus grand corridor/bloc qui continue au Nord-Est. Les tavyistes avancent de part et d'autre. Il ne sera pas logique de travailler uniquement dans le petit morceau du bloc, qui est compris dans les limites de la forêt classée, sans travailler sur le reste – surtout qu'on considère le problème critique de tavy dans toute cette partie Nord-Est. .
- Le grand bloc Sud-Ouest comprend les écosystèmes de forêt humide de basse altitude et de moyenne altitude – une gamme d'écosystèmes plus importants à conserver.

Enfin nous recommandons que le Projet concentre ses efforts de conservation sur le grand bloc de forêt de la moitié sud-ouest de Tsitongambarika.

Options d'Interventions Stratégiques

Les termes de références pour cette mission nous demande d'analyser la possibilité d'appliquer à Tsitongambarika II la même approche que celui employée par le Projet CAF à Tsitongambarika I. L'approche CAF est basée sur le transfert de droit de gestion aux communautés des ressources forestières qui se trouvent dans leurs terroirs traditionnels. Le transfert des droits de gestion aux communautés fait partie intégrante de la nouvelle politique forestière. Le transfert se fait par contrat – des contrats du type GELOSE ou GPF ou GCF. Toute l'approche CAF est basée sur cette nouvelle possibilité de transfert de droits de gestion aux communautés.

Le transfert de droit de gestion peut être un outil précieux partout où les villageois sont motivés, pour une raison quelconque, de conserver leur forêt de terroir. Cette conservation peut se faire, par une forme de protection ou par une forme de gestion/utilisation durable à des fins commerciales. Pour l'option protection, il ne s'agit pas, le plus souvent, de la protection pure. Normalement les droits d'usages (non commerciaux), sont admis dans, au moins, une partie de la forêt du terroir.

Le transfert de droit peut être un outil effectif pour la conservation, si la communauté est motivée à conserver leur forêt de terroir – à s'engager à ne pas détruire/défricher la forêt et à respecter les conditions contractuelles du plan d'aménagement éventuel. Leurs motivations pourraient être de natures différentes :

- Motivations économiques avec retombées directes et immédiates:
 - Bénéfices à réaliser de l'aménagement à des fins commerciales.
- Motivations sans retombées directes :

- Fierté de se sentir maître du son terroir ;
- Jouissance du droit d'usages ;
- Possibilité de contrôler l'accès des voisins, des migrants, des étrangers quelconques au terroir. Cela pourrait être surtout une motivation, si les conditions actuelles sont caractérisées par l'accès libre aux ressources ;
- Possibilité de conserver le bassin versant pour assurer l'approvisionnement en eau pour les rizières, eau potable, etc.
- Formalisation des droits traditionnels de pâturage dans la forêt.

Nous considérons que les meilleures stratégies de conservation de la forêt sont basées sur les motivations directes, qui dépendent de l'existence même de la forêt. Le fait qu'on veuille se sentir maître du terroir, ou bien qu'on veuille pouvoir contrôler l'accès aux ressources par les migrants ne veut pas dire nécessairement qu'on veut conserver la forêt. Ceux qui vivent sur le tavy voudraient bien souvent être maîtres du terroir afin de pouvoir le défricher, sans risque d'être sanctionnés par les agents des Eaux et Forêts.

Il y a d'autres stratégies classiques de conservation qui ne sont pas basées sur les motivations directes. Il y a toute la gamme d'approches qu'on pourrait regrouper sous la catégorie de stratégie PCDI – des projets de conservation et de développement, intégrés. Les PCDI cherchaient surtout à offrir ou à promouvoir des alternatives économiques aux pratiques destructives – comme le tavy. Une des faiblesses principales de cette approche est le fait d'offrir des alternatives qui ne créent pas, en soi, des motivations pour conserver la forêt. Alors, l'approche PCDI doit normalement toujours être complétée par la plus ancienne des approches classiques, la répression. Une autre faiblesse de l'approche PCDI, surtout pour le Projet actuel, est le coût de cette approche, qui est normalement relativement élevé.

Alors, la grande question qui se pose pour WWF pour le montage du nouveau projet pour Tsitongambarika II est la suivante :

« Qu'est ce qui peut motiver les communautés à s'engager d'une manière contractuelle pour conserver la forêt de leur terroir ? »

Nous proposons que les stratégies d'intervention pour Tsitongambarika II soient adaptées à la situation et les motivations de chaque village, qui a une partie du bloc de forêt à conserver dans leur terroir. Les connaissances de la situation et les motivations de chaque village doivent être développées à partir des études/enquêtes socio-économiques et, surtout, à partir de la confiance qu'on tente de mettre en place avec les communautés. Nous n'avons qu'une appréciation très préliminaire et partielle à partir de nos travaux de reconnaissance. La question des enquêtes socio-économiques seront abordées dans § 3.3.2.

Nous proposons la priorisation suivante pour les stratégies de conservation à Tsitongambarika Nord :

1. Le simple transfert de droit aux communautés qui sont motivées à conserver la forêt de leur terroir pour des raisons quelconques. C'est l'approche la plus simple et la moins coûteuse ;
2. Le transfert de droit de gestion, accompagné par un plan d'aménagement à des fins commerciales, pour les villageois qui sont motivés dans ce sens, et qui ont des forêts propices (question d'accès, surtout) pour l'exploitation forestière. C'est, potentiellement, la forme la plus motivante pour la plupart des communautés, mais qui demande plus de ressources et de temps pour la mise en œuvre ;
3. Une version modifiée de l'approche PCDI, (si l'on peut trouver une source de financement supplémentaire), accompagné par un engagement contractuel de conservation de la forêt et/ou la répression, si nécessaire ;
4. La répression simple, si la conservation passe en priorité et si l'on n'a pas d'autres alternatives à proposer (la répression suppose une collaboration avec le MEF).

Enquêtes Socio-économiques

La première activité principale à entreprendre, une fois que l'équipe sera complète, est de mener des enquêtes socio-économiques dans tous les villages, comprenant une partie du grand bloc de forêt du Sud-ouest dans leurs terroirs. On estime qu'il y en a peut être une trentaine. L'enquête doit être conçue de façon à fournir les informations nécessaires afin de définir les stratégies d'interventions par village et par zone. Nous avons établi une ébauche de questionnaire, qui ne renferme que l'essentiel –elle est présentée en Annexe A. Les questions sont regroupées dans les catégories suivantes :

- Histoire du village/origines
- Foncier/droits d'accès traditionnels
- Systèmes de production
- Valeurs de la forêt

Nous pensons que des agents, du niveau socio-organisateur ou APN, pourraient être formés pour faire l'enquête.

Sensibilisation. L'enquête devrait se terminer par une sensibilisation sur les points suivants :

- La nouvelle politique forestière, qui crée la possibilité du transfert des droits de gestion aux communautés ;
- Les formes de gestion potentielles (protection, droits d'usage, gestion à des fins commerciales avec exploitation forestière) et les mécanismes de transfert (GELOSE. GPF/GCF) ;
- L'approche CAF déjà mise en œuvre à Tsitongambarika I ;

Cette sensibilisation pourrait être largement renforcée par des échanges suivantes:

- Visite du corridor là où il est déjà coupé entre Ranomafana et Volobé. Cela pourrait être complétée par des entretiens avec
 - des autochtones du côté Ranomafana qui se sentaient impuissants à freiner le défrichement de leur terroir par des migrants ;
 - des cultivateurs qui ont vu le tarissement de leurs sources après le défrichement par les tavyistes ;
- Visite d'un village encadré par le Projet CAF avec exploitation en cours.

Négociations Après la sensibilisation, on doit laisser aux villageois le temps de réfléchir sur les possibilités de transfert, les formes de gestion potentielles et les conditions contractuelles du transfert qui leur conviendraient.

Une deuxième mission sera faite dans chaque village, afin de discuter/négocier leurs motivations, leurs préférences et les conditions qu'ils pourraient accepter, en cas de transfert de droit de gestion. Cette mission sera beaucoup plus délicate que la première. Les agents, qui ont mené l'enquête, devront être accompagnés par un de leurs chefs. C'est à partir des conclusions de cette deuxième mission que l'on pourra définir les axes stratégiques du projet et le poids relatif des options dans l'hierarchie ci-dessus.

Potentiel de la gestion forestière basée sur l'exploitation

Analysons la possibilité d'aménagement forestier à des fins commerciales. Avec l'approche CAF, les villageois sont libres de décider s'ils veulent poursuivre les options de protection ou de gestion à des fins commerciales ou une combinaison des deux. La gestion à des fins commerciales concerne surtout l'exploitation forestière du bois de sciage, suivant un plan d'aménagement à développer avec l'appui du CAF. L'expérience CAF a démontré que c'est surtout cette option d'exploitation forestière à des fins commerciales qui est la plus motivante pour les villageois.

Ce potentiel est très limité à Tsitongambarika II. La possibilité de développement de l'option d'exploitation forestière est fortement conditionnée par l'accès à la forêt qu'on veut aménager – surtout sur la possibilité d'évacuation des produits en bois (des produits lourds et volumineux). Sur ce plan, la situation de Tsitongambarika II est très différente de celui de Tsitongambarika I. Sur le côté Est, la forêt se trouve généralement à une distance de 10 à 15 km ou plus de la seule route – et cette «route nationale » 12a est, en fait, une piste en mauvais état, surtout en saison de pluies. On devra porter à dos d'homme des produits en bois, sur 10 à 15 km, avant de déboucher la piste. La conclusion est que *l'exploitation forestière sur le côté Est est, soit, impossible, soit, d'un intérêt économique réduit, très marginal et très peu motivant.*

Cette situation pourrait évoluer dans l'avenir. L'Union Européenne propose de refaire la Route Nationale 12a sur un financement futur de la 9ème FED et de refaire la piste de Mahatalaky à Volobe. A Volobe, il ne restera pratiquement plus de forêt à aménager d'ici quelques années. Mais l'ouverture de cette piste va améliorer l'accès à la forêt sur toute la partie Sud-Est de Tsitongambarika II. Cependant, l'accès ne sera toujours pas aisé tant qu'il n'y a pas une piste remontant dans la vallée de la Tsanoriha. L'ouverture d'une telle piste pourrait être une éventualité à négocier avec l'UE.

Du côté Ouest, l'accès à la forêt est très variable. Le meilleur accès, de loin, se situe dans la partie Sud-Est de la commune de Fenoovo, dans l'extrême Sud-Est de la vallée de Ranomafana.. Nous sommes arrivés en voiture à 2 km, à peu près, de la forêt vers Beseva. A Fenoandala, la route principale est à 5km de la forêt à vol d'oiseaux – distance qui pourrait être toujours raisonnable pour l'évacuation des produits. Mais à partir de Fenoandala, la forêt s'éloigne à 10 km environ de la piste ; l'accès et la possibilité de l'exploitation forestière deviennent beaucoup plus problématiques.

Stratégie Potentielle au Niveau de Ranomafana – Volobe

En 3.3.1., il été recommandé que le Projet n'intervienne pas seul au niveau de la forêt entre Ranomafana et Volobe, là où le corridor est déjà pratiquement coupé. Cependant, nous avons identifié un partenaire potentiel et une stratégie pour tenter sauver ce qui reste de la forêt de côté Est à ce niveau.

M. Daniel Crickx de l'Union Européen (UE) nous a expliqué qu'il compte financer 3 ou 4 barrages d'irrigation dans la vallée de Ranomafana et qu'il espère construire un barrage au Sud-Ouest de Ranomafana, sur le fleuve Etoketo, qui prend source de chaque côté du Col de Tsitongambarika. Ce sont les montagnes à l'Est du fleuve Etoketo qui ont subi le plus fort défrichement. La plupart de la forêt qui reste, se trouve sur le côté Ouest de la crête dans le bassin versant du site du futur barrage. L'UE n'a rien prévu, comme mesure de protection du bassin versant, mais Monsieur Crickx serait très intéressé par une collaboration avec WWF dans ce sens.

Nous avons demandé Monsieur. Crickx s'il pouvait imposer la protection du bassin versant par les villageois comme condition au financement du barrage – c'est-à-dire que les villageois qui bénéficieront du barrage devront s'engager à ne plus défricher dans le bassin versant du barrage. Il a répondu qu'il pourrait faire cela. Dans un tel contexte, le Projet interviendra auprès de ces villages avec l'outil de transfert de gestion contractualisé. Les contrats stipuleraient toutes les conditions de protection des bassins versants.

Restauration de la productivité des tanety sur les plaines

On fait le tavy sur les montagnes parce que les sols sur les plaines ne sont plus fertiles. La même situation se répète souvent le long de la côte Est de Madagascar, mais à Tsitongambarika, les distances entre les montagnes et la mer sont très réduites. Si on avait des moyens pour restaurer la fertilité du sol sur les vastes plaines entre la chaîne Anosyenne et la mer, on aura une autre stratégie pour la conservation de la forêt – on aura le potentiel de faire descendre les tavyistes de la montagne afin de cultiver sur la plaine.

Les plaines sont couvertes de tanety de graminées, graminées qui ne restaurent pas la fertilité du sol. Partout dans le monde, la végétation ligneuse (de légumineuses arbustives) est, en général, plus efficace dans la restauration de la fertilité des sols que les graminées. Pour restaurer la fertilité des sols des plaines, on aura besoin d'une espèce bien adaptée à ces conditions, envahissante même, et efficace dans la restauration de la fertilité de ces sols.

On avance l'hypothèse que le *Grevillea banksii*, connu également sous le nom vulgaire de grévilléa blanc remplit ces conditions. C'est une espèce exotique sous forme d'arbustes à courte durée de vie, qui est bien connue dans pas mal d'endroits, dans les plaines et vallées de basse altitude de l'Est de Madagascar. C'est une espèce héliophile et pyrophile. Elle a une forte capacité d'envahir des tanety de basse altitude. Elle est presque certainement capable d'envahir des forêts naturelles – mais des confirmations de la recherche seront nécessaires.

On peut planter le grévilléa blanc en semis direct sur les tanety – on l'a fait dans une ZODAFARB au Nord-Ouest du Fort Dauphin. Le grévilléa commence à fructifier à partir de l'âge de trois ans environ. Les graines sont ailées et se disséminent par le vent. Après passage de feux dans un peuplement de grévilléa blanc, la régénération par semis naturel est souvent impressionnante par son abondance. Le grévilléa donne un bon bois de chauffe et un bon charbon de bois. Le grévilléa est très mauvais pour le pâturage – les graminées ne poussent presque pas dans la couche litière qui se développe sous les peuplements de cette espèce. Le grévilléa améliore les caractéristiques physiques du sol d'une façon remarquable.

Finalement, il y est de plus en plus évident que le grévilléa blanc améliore aussi la fertilité des sols des tanety. C'est le cas vers Ranomafana-Est à l'Ouest de Brickaville. D'après des APN, c'est le cas à Andranara, tous près de l'aéroport de Fort Dauphin. Le WWF a mené une expérience vers 1995 dans un peuplement de *Grevillea banksii*, dans la ZODAFARB au Nord-Ouest de Fort Dauphin. On a pu produire du manioc sur des parcelles défrichées, sur un

sol de tanety très infertile, avant embroussaillage par le grévilléa. (Malheureusement, on n'a pas fait une parcelle témoin sur la tanety non-embrousaillée.)

On recommande que le projet analyse l'opportunité d'entreprendre la restauration des tanety avec *Grevillea banksii*, ainsi qu'avec d'autres espèces, à une échelle opérationnelle – à l'échelle d'un terroir – sur le côté Est du grand bloc de forêt à conserver. Idéalement, on identifierait un village où les jeunes et les adultes du village seraient motivés à participer à l'expérience. On chercherait une superficie d'environ 25 à 50 km² de tanety inculte, soit dans leur terroir, ou mieux, loin de leur terroir, près de la route nationale. On devrait étudier à fond les questions de foncier et bien choisir un site propice pour cette expérience. Les jeunes et adultes doivent avoir l'assurance qu'ils puissent venir faire le tavy dans le peuplement futur de grévilléa qu'ils réaliseront sur ces tanety.

On aiderait ces jeunes et adultes à embroussailler leur terrain avec le semis direct en saison de pluies. Des moyens de protection contre les feux devront être prévus, au moins jusqu'à l'âge de fructification. Dès qu'on aura des peuplements d'un bon développement de grévilléa, la remise en culture par le tavy pourront reprendre.

Si cette expérience se révèle positive, il pourrait servir de modèle pour toute la zone Est de basse altitude de Madagascar.

Annexe 3: Enquête Socio-économique

Informations socioéconomiques requises pour le développement des stratégies d'intervention pour Tsitongambarika II.

Cette enquête est conçue pour être menée dans les villages qui ont une partie de la forêt à conserver dans leur terroir. En l'absence éventuelle des terroirs, l'enquête doit être menée dans les villages contigus à la forêt et/ou des villages qui exercent des droits d'usage ou qu'ils font le tavy dans la forêt.

Histoire du village/origines

1. Quant est-ce que le village a été créé ? Qui a créé le village ?
2. Est-ce qu'il y a eu plusieurs vagues d'immigrants ? D'où est-ce qu'ils sont venus ?
3. Pourquoi ont-ils quitté leurs lieux d'origine ? Qu'est-ce qui les ont attirés ici ?
4. Est-ce qu'ils ont encore un lien avec leurs lieux d'origine ?
5. Est-ce qu'il y a toujours des nouveaux qui arrivent ?

Aspect foncier/droits d'accès traditionnels

1. Est-ce que la forêt est divisée en terroirs ?
2. Est-ce que les limites sont bien établies, reconnues et respectées par les voisins ?
3. Est-ce que la forêt du terroir villageois a été divisée entre les grandes familles/familles/individus ?
4. Est-ce qu'il existe des parties de la forêt (au-delà du terroir du village, par exemple) sans droits traditionnels établis ?
5. Quels sont les conditions d'accès à la forêt ? Qui contrôle l'accès ?
6. Qui a droit à faire des défrichements de la forêt «primaire » pour la mise en culture ? Quelles sont les conditions d'accès ? Est-ce qu'un immigrant peut avoir droit à défricher pour faire le tavy ?
7. Est-ce qu'il y a eu conflits avec les immigrants sur les droits d'accès à la forêt ? De quelle nature ? Comment est-ce qu'ils ont été résolus ?
8. Est-ce que la population locale se sent menacée par les immigrants ?

Systemes de production

1. Quelles sont les cultures de rente ? Par ordre d'importance décroissant ?
2. Quelles sont les cultures qu'on fait principalement pour l'autoconsommation ? Par ordre d'importance décroissant ?
3. Quelle est l'importance du tavy pour le village ? Quel pourcentage des menages y est implique ? Quelle partie de la production du village vient du tavy ?
4. Qui pratiquent le tavy ? Migrants ? « Autochtones » ? Depuis quand ?
5. Décrivez le systeme du tavy typique. Quelle sont les premieres cultures apres defrichement ? On cultive pendant combien d'annees avant la mise en jachere ? La jachere dure combien de temps ? Pour la 1ere remise en culture, quelle sont les cultures et leurs cycles ? Combien dure la deuxieme jachere, et ainsi de suite ?
6. Quelle est la duree du cycle du tavy ? Combien de temps/combien de cycles de tavy et jacheres peut-on pratiquer avant l'abandon definitif en tanety ? Est-ce qu'il y a des differences importantes entre sites ? Par altitude ? Entre les versants ensoleilles et les versants ombrages ?
7. Quels sont les facteurs qui determinent l'importance du tavy d'une annee a une autre ? Est-ce que le prix des cultures de rente joue un role important ?
8. Est-ce qu'ils sont conscients que la foret est en train de disparaître au niveau de Volobe ? Est-ce qu'ils pensent que la meme chose pourrait arriver au niveau de la foret de leur terroir ?
9. Quelle est la durabilite de la riziculture irriguee ? Est-ce qu'on arrive a maintenir le niveau de fertilite des sols, ainsi que des rendements ?
10. Quels sont les principales echanges commerciales avec les gens de l'autre cote du corridor ?

Valeurs de la foret

1. Est-ce qu'il y a eu des exploitations forestieres dans le terroir ou la zone dans le passe ? Si oui, fournir des precisions ? Quel produits en sont issus ? Quels moyens d'evacuation des produits ?
2. Quelles sont les produits de grandes valeurs commerciales que l'on tire de la foret, qu'il soit faune ou flore ? Decrire la filiere ? Est-ce qu'il y des produits de valeurs commerciales potentielles qui ne sont pas exploitees ? A inclure les anguilles, ecrevisses, miel, liane de bambou etc. ?

3. Quels sont les valeurs qu'on donne à la forêt ?

- Comme réserve de terre agricole ? Pour le tavy ? Pour la riziculture ? Pour les cultures pérennes (comme la culture de café sous la canopée forestière ?
- Comme source d'eaux pour la riziculture irriguée ?
- Comme source de produits en bois pour les besoins locaux ?
- Comme source de produits secondaires comme la pharmacopée, les matières premières pour le tissage, etc. ?

Sensibilisation

A la fin de l'enquête, on doit faire une sensibilisation sur la possibilité de transfert de gestion et sur l'approche CAF.:

- La nouvelle politique forestière qui crée la possibilité du transfert des droits de gestion de la forêt aux communautés ;
- Les formes de gestion potentielles (protection, droits d'usage, gestion à des fins commerciales avec exploitation forestière) et les mécanismes de transfert (GELOSE. GPF/GCF) ;
- L'approche CAF déjà mise en œuvre à Tistongambarika I ;

Dialogue sur les conditionnalités

On propose de donner aux villageois le temps de discuter/débattre entre eux des avantages et inconvénients potentiels des différentes formes de transfert de gestion avant de revenir entamer des dialogues sur les questions suivantes :

1. Est-ce que la communauté serait intéressée à être maître légal de leur terroir ? De pouvoir contrôler accès à leur terroir par les gens étrangers au village ?
2. Est-ce qu'il s'intéresserait à l'exploitation forestière à des fins commerciales suivant un plan d'aménagement à établir ? Est-ce qu'ils pensent que les conditions actuelles permettraient l'évacuation des produits ?
3. Dans quelles conditions est-ce qu'ils pourraient être intéressés à s'engager à conserver leur forêt de terroir ? Sur quelle partie de leur forêt de terroir ?
4. Quelle importance relative donnent-ils à la protection simple, sur l'exercice des droits d'usage et sur l'exploitation forestière ?